



**Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)**

**République Démocratique du Congo (RDC)**

**RAPPORT PÉRIODIQUE COUVRANT LA PERIODE DE JUILLET A DECEMBRE 2019**

<p><b>Titre du Programme : Les chemins vers les Accords</b> « Njia za Makubaliano 2 »</p>	<p><b>Numéro du Programme</b> (<i>le cas échéant</i>) <b>Numéro de référence du projet au MPTF :</b></p>
<p><b>Entités participantes de l'ONU :</b> Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme :</p>	<p><b>Partenaires d'exécution :</b> <b>INTERNATIONAL ALERT ; POLE INSTITUTE ; ASP et AAP</b></p>
<p><b>Budget total du Programme (en USD) :1000000\$</b></p> <p>Fonds de Cohérence pour la Stabilisation : \$ Contributions propres : Autres Contributions :</p>	<p><b>Durée du Programme :</b></p> <p>Durée totale : (<i>18 mois</i>) Date de démarrage : (<i>01/01/2019</i>) Date de fin prévue à l'origine : (<i>30/06/2020</i>)</p>
<p><b>Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours</b></p> <p>Évaluation du rapport à mi-parcours - <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i></p> <p>Oui      Non-Date : x</p> <p>Évaluation finale – <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i></p> <p>Oui      Non-Date :</p>	<p><b>Rapport soumis par :</b></p> <p>Nom : Christine Buesser Titre : Directrice du Pays Organisation participante : International Alert E-mail: <a href="mailto:CBuesser@international-alert.org">CBuesser@international-alert.org</a></p>

PARTIE 1 – LES PROGRES	2
<b>Objectif Spécifique 1</b> - Réduire les conflits fonciers dans la chefferie de Bashali grâce à un meilleur accès à la terre pour les petits paysans sans terre.	2
<b>Objectif Spécifique 2</b> : Renforcer la sécurité des populations civiles dans les chefferies des Bashali et Bwito	7
PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT	14
PARTIE 3 - ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION	16
PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT	19
Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget	19
ANNEXES – CADRE LOGIQUE	21

## **SIGLE ET ABREVIATIONS**

AAA : Agro Action Allemande

AAP : Aide et Actions pour la Paix

ASP : Actions Solidaires pour la Paix

CEI : Cadre d'Echange et d'Information

CITC : Cadre Inter-paysans de Transformation des Conflits

CMC : Coalition des Mouvements pour le Changement

FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo

GPPM : Groupe de Plaidoyer pour la Paix à Masisi et Rutshuru

HIMO : Haute Intensité de la Main d'Œuvre

ISSSS : Stratégie International de Soutien à la Stabilisation et Sécurité

MONUSCO : Mission d'Observation des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo

NDC-R: Nduma Defense of Congo Renové

NPRC : Noyau de Prévention et de Résolution des Conflits

STAREC : Stabilisation et Reconstruction

ZP : Zone Prioritaire

## PARTIE 1 – LES PROGRES

Depuis le mois de Janvier 2019, le consortium International Alert et Pole Institute avec les partenaires AAP et ASP, met en œuvre la deuxième phase du projet Njia za Makubaliano qui couvre le Pilier Dialogue Démocratique du programme ISSSS. Le projet privilégie le dialogue franc entre les communautés et les autorités locales au niveau de la base à travers les structures communautaires de paix<sup>1</sup> (mécanismes de dialogue démocratique) qui sont inclusives et exercent leurs activités dans la transparence et l'impartialité en collaboration avec les leaders communautaires et les autorités locales. Ces structures poursuivent normalement leurs activités habituelles notamment les analyses régulières du contexte, la médiation des conflits ainsi que la sensibilisation et le plaidoyer pour l'accès à la terre pour environ 19000 familles, l'amélioration de la situation sécuritaire<sup>2</sup>, le rapprochement communautaire ainsi que l'amélioration de la gouvernance locale à travers le renforcement de l'autorité de l'Etat. Pour les questions de plaidoyers qui nécessitent l'implication des autorités provinciales et/ou nationales, les structures communautaires de paix travaillent conjointement avec le GPPM et le Conseil Consultatif Provincial.

Durant ce semestre, le projet s'est beaucoup déployé sur la problématique d'accès à la terre pour les paysans sans terre en organisant des ateliers impliquant les membres des structures communautaires de paix, les paysans sans terre et les concessionnaires, en vue notamment de clarifier davantage la stratégie d'accès la terre qui a été mise en place durant le premier semestre, à l'issue des ateliers de négociation entre les paysans sans terre et les concessionnaires, à savoir la relance des cultures pérennes qui sera assurée par la coopérative agricole USTAWI dont le processus de création qui a commencé au premier semestre s'est achevé au cours de ce deuxième semestre. Le projet a accompagné tout le processus de légalisation de la coopérative qui dispose aujourd'hui des tous les documents légaux pour son fonctionnement (Acte constitutif notarié, Statuts, etc.). A ce jour, les autorités locales, provinciales et nationales ont davantage pris connaissance de la problématique et la solution apportée pour faciliter l'accès à la terre pour les nombreux paysans sans terre dans la zone autour de Kishanga et se sont engagées à s'approprier et accompagner la stratégie de relance des cultures pérennes qui a été identifiée comme solution par les parties prenantes (concessionnaires, paysans terre et autorités locales). Cet engagement des autorités à tous les niveaux est la résultante des plaidoyers qui ont été menés à Goma et à Kinshasa avec l'appui du GPPM et de l'intercommunautaire du Nord-Kivu. Il est une

---

<sup>1</sup> Dans la chefferie de Bashali et la localité de Pinga ces structures sont les Cadres Inter paysan de Transformation des Conflits (CITC) et le Cadre d'Echange et d'Information (CEI) et sont opérationnels dans certains principaux axes de la zone : à Kishanga, Nyamitaba, Mweso et Pinga tandis que le CEI se trouve au chef-lieu de la chefferie à Kishanga. Dans le Bwito, ces structures sont les Noyaux de Prévention et de Résolution des Conflits (NPRC) opérationnels également à Nyanzale, Kibirizi, Bambo, Kanyabayonga et Bishusha ainsi que le Cadre d'Echange et d'Information (CEI) basé au chef-lieu de la chefferie à Kikuku.

<sup>2</sup> **Quelques plaidoyers ayant contribué à l'amélioration de la situation sécuritaire dans le Bwito :**

- Au mois de juillet 2019, le NPRC Kibirizi a mené des plaidoyers auprès du Colonel Maroquin à Kibirizi pour le déploiement des éléments des FARDC à Kibingu et Kanuno. Ces derniers ont abouti à un déploiement de quelques militaires dans les deux sites bien que le nombre fût largement insuffisant.
- En date du 16 Octobre 2019, le NPRC Nyazale a mené un plaidoyer auprès des FARDC pour la libération des 2 jeunes démobilisés qu'elles avaient arrêtés arbitrairement à Nyanzale. Ces deux jeunes étaient libérés le même jour mais c'était moyennant une somme d'argent qui était exigée par les FARDC.
- Le 16 Octobre 2019, le NPRC Nyanzale a mené un plaidoyer auprès du général autoproclamé Dominique du CMC pour une réduction des taxes payées illégalement par la population à Katsiru et à Mashango avec comme résultat la suppression des deux taxes, l'une de 10\$ et l'autre de 5\$. A ce jour, juste une taxe, aussi illégale, de 1500 FC continue à être perçue auprès des populations.
- En date du 10 Novembre 2019, le NPRC Nyazale, a mené un plaidoyer auprès du commandant Regima 3307 à Nyanzale afin d'installer une position militaire à Mushweshwe sur l'axe Bwalanda et Nyanzale où on enregistre régulièrement des cas des vols et pillages commis par des hommes en arme non identifié. Jusque-là, le NPRC n'a obtenu aucune réponse mais contribue à faire le suivi.
- En Novembre 2019, le NPRC Kibirizi a fait des plaidoyers auprès du commandement du CMC/FP à Kashalira pour arrêter avec les tracasseries de populations et permettre aux populations de vaquer librement dans leurs champs. Ce plaidoyer a abouti à une réponse positive, car les tracasseries contre les populations de Kashalira étaient sensiblement réduites. Le même plaidoyer était mené avec succès auprès du Colonel Mamai Mazembe Mr Bravo One et Mr Richard de Kade Kyasendyna, ainsi qu'auprès de 2 colonels FDLR Mr Elisha et Mr Marius, à Kishishe et à Ngoroba.
- En Novembre 2019, le NPRC Kibirizi avait mené un plaidoyer auprès du Colonel FDLR pour qu'il évacue ses troupes à Marangara et laisser les populations cultivatrices d'effectuer leurs activités comme il se doit sans tracasserie aucune. La réponse ce colonel fut positive et ses troupes furent immédiatement retirées du lieu.
- Plaidoyers continus auprès du commandant Regima 3307 et auprès du responsable PNC Nyanzale pour le déploiement des forces militaires et policières dans le village de Kyaghala longtemps sous le contrôle des forces négatives NDC/R, CMC et Nyatura. Ces plaidoyers sont sans suite favorable mais le NPRC continue à faire le suivi.
- Plaidoyers en cours auprès du Général autoproclamé Dominique du CMC/FP pour la non-discrimination de la communauté Tutsi et l'arrêt des émissions radios de la radio Uhuru qui attisent la haine entre les communautés.

condition essentielle dans les prochaines étapes de l'opérationnalisation de la coopérative notamment le développement d'un plan d'affaire, la cartographie des paysans sans terre et la mobilisation des fonds nécessaires pour un début effectif des activités de la coopérative USTAWI. Toutefois, bien que cette stratégie soit conçue et perçue comme une solution durable face à la problématique d'accès à la terre pour les paysans sans terre et une opportunité de mise en valeur des terres pour les concessionnaires, presque inexploitées aujourd'hui, au-delà de différents textes sur le fonctionnement de la coopérative USTAWI, le projet continue à peaufiner cette stratégie en vue de clarifier davantage le statut des paysans sans terre dans la coopérative et les mécanismes qui vont lier de façon pratique les paysans sans terre aux concessionnaires. Le travail au cours du prochain semestre sera alors focalisé sur la finalisation de cette stratégie ainsi que la poursuite des plaidoyers pour la mobilisation des fonds devant aider au début effectif des activités de la coopérative qui sera en même temps une occasion pour les paysans sans terre d'accéder à la terre.

Parallèlement, malgré le contexte sécuritaire volatile, marqué par des affrontements récurrents entre les groupes armés actifs dans la zone du projet et les opérations militaires des FARDC contre ces derniers<sup>3</sup>, les structures communautaires de paix ont poursuivi leurs actions de sensibilisation des communautés et des autorités pour prévenir des escalades des violences et des actions de plaidoyers pour l'amélioration de la situation sécuritaire pour les populations civiles. La situation sécuritaire qui prévalait à Pinga en particulier et dans la chefferie des Bashali en général, au début du deuxième semestre était préoccupante. Des affrontements récurrents entre groupes armés à connotation ethnique exposaient les communautés Hunde et Nyanga à une escalade de conflit intercommunautaire. En effet, après les alertes relayées par le CITC Pinga qui ont conduit à l'organisation d'un atelier de réflexion sur la situation sécuritaire de la zone tenu à Goma avec le Conseil Consultatif Provincial et le GPPM du 18 au 19 juillet 2019, lequel atelier a donné lieu à un autre atelier d'actualisation du contexte sécuritaire de la chefferie de Bashali et la localité de Pinga tenu à Kitshanga le même mois avec les membres des CITC et les leaders communautaires. Les participants avaient directement fait un plaidoyer auprès des autorités locales pour solliciter leur implication dans la prévention de l'escalade des violences entre les communautés qui étaient déjà perceptibles dans la localité de Pinga et qui pouvaient embraser toute la zone. Les autorités locales avaient pris au sérieux cette situation et avaient diligenté une descente la Pinga du 16 au 19 juillet 2019, où ils avaient tenu un conseil de sécurité mixte entre les autorités de Masisi et les autorités de Walikale. Ce conseil de sécurité avait connu la participation de tous les membres du conseil de sécurité des Bashali, du chef de secteur des Wanianga et du chef de groupement Ihana fils du feu Mwami Ngulu Maneno. Les résolutions prises dans ce conseil ont été à la base de plusieurs changements aussi bien dans l'amélioration de la situation sécuritaire que des relations entre les communautés Hunde et Nyanga. En effet, grâce aux messages de paix et appels à la cohésion sociale que les autorités locales avaient lancé aux communautés de Pinga à l'issue de ce conseil de sécurité, les communautés ont commencé à désolidariser des groupes armés et vivent aujourd'hui dans la cohésion sociale et cohabitent pacifiquement. Les membres de ces deux communautés ont repris les échanges à travers les activités commerciales entre les deux marchés de Masisi et Walikale. Le rapprochement entre les communautés de Pinga a également contribué à réduire l'influence négative des groupes armés sur leurs relations. Le risque d'escalade des violences communautaires fut aussi sensiblement réduit parce que les communautés ont commencé à privilégier les actions qui les ressemblent et des solutions pacifiques dans la résolution des différends qui les opposent en renonçant aux actions de violence et de haine.

De même, dans la chefferie de Bwito, les actions de sensibilisation menées par les Noyaux de Prévention et de Résolution des Conflits à l'endroit des leaders des groupes armés ont sensiblement contribué à l'amélioration de la situation sécuritaire dans les zones sous contrôle de ces groupes. Ces leaders ont pris et mis en œuvre plusieurs engagements qui permettent aujourd'hui une libre circulation des personnes et leurs bien et une baisse des exactions contre les populations civiles.

---

<sup>3</sup> Selon les informations concordantes fournies par les structures communautaires de paix, dans le groupement de Bishusha les populations des villages de Kimundu, Kashali, Kamatembe, Kala, Bucholi, Loya, Mughosi, Bughimbi, Ngesha, Camp venu, Inyamighabe, Bunobwa se sont massivement déplacées vers les villages de Kitshanga, Kitsimba, Bishusha centre, Mulimbi, Rusekera, Bukombo centre, Shonyi, Tongo, Katshihiro cente pour se mettre à l'abri des dégâts collatéraux des opérations des FARDC contre les Nyatura. Dans le groupement de Bukombo, les populations des villages de Mashango, Makomalehe, Mashinga, Kinyabuitsi, Kinyamugezi, Karambi, Kibwe, Kyahemba, Mushebere, Kyamabiyo, Matyazo, Rubeha, Manyoni, Kyumba, Bumbasha, Bunguba, Bunyere se sont aussi déplacés en masse vers les villages de Kitshanga, Katsiru, Mweso, Muhongozi, Sisa, Bukombo centre, Bambo, Buthahe, Kabizo, Mushababwe, Mulimbi pour fuir les représailles soit des FARDC qui assimilent parfois toutes les personnes aux Nyatura CMC/FP soit les CMC qui accusent certaines personnes de collaborer avec les FARDC pour les dénoncer. Dans les deux groupements, au moins 6 écoles primaires (EP Kabungu à Mashango, EP Mashango, EP Makomalehe, EP Shonyi II à Kinundu et EP Rwindi) et l'institut Mashango, tous les élèves ayant fui vers d'autres villages.

Au cours de la période de juillet à décembre 2019, des progrès notables ont également été constaté dans le rapprochement des différentes communautés vivant dans le Bwito. En effet, grâce aux activités réalisées par le projet et d'autres intervenants<sup>4</sup> dans la zone autour de Kitsange et dans la chefferie de Bwito en particulier, il s'observe le renforcement progressif de la cohésion sociale entre les communautés. Plusieurs villages devenus mono ethniques lors de l'éclatement des violences interethniques en 2014 sont aujourd'hui redevenus mixtes, habités par les populations des différentes communautés ethniques. C'est ainsi que les Hutu habitent aujourd'hui dans le village de Bwalanda qui était uniquement habité par les communautés Hunde, Nande, Kobo. Les communautés s'acceptent mutuellement et vivent ensemble en harmonie. A titre illustratif, on constate que les Hutu construisent aujourd'hui leurs maisons à Bwalanda et y vivent sans peur. De même, le village de Nyanzale qui était autrefois habité uniquement par les populations Hutu est devenu mixte, même chose pour le groupement de Bambo, autrefois habité seulement par les Hutu. Le rapprochement entre les différentes communautés vivant dans le Bwito est la résultante des travaux de réhabilitation des routes de desserte agricole par l'approche HIMO (Haute Intensité de la Main d'Ouvre), des sensibilisations et médiation des conflits faites par les structures communautaires de paix ainsi que de l'implication des autorités locales et des leaders communautaires dans la recherche de la paix et la cohésion sociale entre les communautés. Cette cohésion se vit également par des échanges en vivres et non vivres, en produits de premières nécessités d'un village à l'autre, chose qui n'était pas possible dans les années passées, les mariages intercommunautaires, le retour de plusieurs déplacés ainsi que la libre circulation des membres de toutes les communautés dans toute la zone, sans aucune limite. Il s'observe aussi une acceptation mutuelle entre les jeunes de toutes les communautés qui ne se toléraient pas entre eux dans le passé. La réhabilitation de l'axe routier Kirima-Kishishe-Bambo (17 Km) avec 388 cantonniers dont 167 femmes qui était également une opportunité d'emploi pour les tous bénéficiaires directs, les jeunes et les femmes en particulier<sup>5</sup> a sensiblement contribué à rapprocher les communautés habitants les villages de Bambo, Bugina, Kishishe, Kilama, Kirima, Kibingu, Kashalira, et Katolo. Les 388 cantonniers étaient répartis dans 7 équipes selon les critères de sexe, ethnie, d'âge et de vulnérabilité (jeune à risque, déplacé de guerre, retourné, ancien combattant, etc.), d'adresse, etc. définis et mis en œuvre par la communauté qui a piloté tout le processus de leur sélection. Ces derniers étaient délocalisés en dehors de leurs villages respectifs pour aller travailler dans d'autres villages où ils avaient peur de fréquenter avant les travaux en vue notamment de favoriser le rapprochement des uns aux autres. Parmi eux, il y avait les membres des NPRC Bambo et Kibirizi, qui avaient également la charge de faire des sensibilisations sur la paix et la cohésion sociale entre les communautés. Tous les 388 bénéficiaires étaient également appelés à devenir des modèles de cohésion sociale dans leurs communautés respectives pendant et après les 30 jours des travaux de route qu'ils ont passés avec les membres d'autres communautés. Cette méthodologie a permis aux communautés qui jadis ne se faisaient plus confiance et s'évitaient de recommencer à se côtoyer, à se partager des repas, à fréquenter les villages habités par les communautés autrefois antagonistes et à se faire encore confiance. Aujourd'hui, les populations de Kibirizi fréquentent le groupement de Bambo, ceux de Bwalanda vont à Nyanzale, ceux de Bambo à Nyanzale et vice versa. Cependant, la cohabitation pacifique est mise en mal dans certains villages du groupement Bukombo où le groupe armé Nyatura/CMC est hostile à la communauté tutsie. En effet, ce groupe détient une radio appelée Uhuru FM qui, à longueur des journées, ne fait que diffuser des messages de haine contre les membres de la communauté Tutsi.

Sur le plan économique, la circulation des petits commerçants et des taximen-motards entre Bambo et Kibirizi, en passant par Kirima et Kishishe, s'est intensifiée depuis le mois d'août, grâce la réhabilitation de ce tronçon routier. Durant les travaux, les petits commerçants et les taximen-motards qui utilisent cette route déclaraient chaque fois qu'ils se sentaient en sécurité en utilisant cette route grâce à la présence des cantonniers commis aux travaux. Actuellement les petits commerçants et les taximen-motards font facilement 3 trafics par jour de Bambo-Kibirizi en toute quiétude, ce qui n'était pas les cas avant les travaux sur cette route.

En rapport avec le renforcement de la gouvernance locale et l'autorité de l'Etat particulièrement dans la chefferie de Bwito, ce semestre a également été marqué par l'accélération du dossier du retour du Mwami KALEKENE BUKAVU KIKANDI II dans sa chefferie tel que les communautés de Bwito le réclament depuis

---

<sup>4</sup> D'autres intervenants dans la zone autour de Kitshanga :

- UNHABITAT et ses partenaires locaux interviennent dans les règlements des litiges et réforme foncière ;
- UNFPA intervient dans l'encadrement des jeunes à risques en les appuyant dans les activités génératrices des revenus ;
- MERCY CORPS (FARM) intervient dans l'accès à la terre ;
- SEARCH FOR COMMON GROUND intervient dans la transformation des conflits ;
- VNG International, CORDAID et OIM avec le projet CISPE qui interviennent dans le dialogue et l'élaboration des plans locaux de sécurité ;

<sup>5</sup>Certains bénéficiaires ont rapporté avoir initié des activités génératrices de revenu pour se relancer de nouveau d'autres ont dit avoir acheté des portions des champs et parcelles.

la table ronde de Bwito tenue à Rutshuru du 15 au 17 Août 2018. Pour rappel c'est depuis 2015, au moment de l'éclatement des conflits violents dans la chefferie de Bwito que le Mwami, craignant pour sa sécurité, a quitté la chefferie pour s'installer à Goma. Parmi les causes majeures de son départ et celui de plusieurs de ses subalternes chefs coutumiers, il y avait des assassinats des chefs coutumiers, activisme accru des groupes armés, conflits identitaires, conflits fonciers, conflits de pouvoir et de gouvernance locale. A cette période, sa décision de quitter la chefferie était considérée comme salutaire parce qu'il était hors de question que le Mwami soit tué pour éviter une escalade des violences de plus grande envergure. Cependant, au fil du temps, l'absence du Mwami dans la chefferie a créé un vide dans la gouvernance locale et une absence criante de l'autorité de l'Etat avec comme conséquence la naissance des plusieurs conflits de pouvoir, la persistance des risques sécuritaires et une crise de confiance entre les communautés. Le besoin de la restauration de l'autorité de l'Etat et le renforcement de la cohésion sociale est devenu pressant pour éviter que la chefferie de Bwito ne replonge dans les violences intercommunautaires qui sont restés perceptibles jusqu'aujourd'hui. Avec la poursuite de la mise en œuvre des priorités de la table ronde de Rutshuru notamment la réhabilitation de la maison du Mwami qui a été finalisée au cours de ce semestre, les différents plaidoyers qui ont été menés auprès des autorités locales, nationales et provinciales pour l'installation des services de sécurité au chef-lieu de la chefferie de Bwito ainsi que les échanges directs avec le Mwami, le retour du Mwami peut aujourd'hui être envisagé si les autorités sécuritaires répondent favorablement au principal défi lié à la sécurité personnelle du Mwami à savoir l'installation des services de sécurité au chef-lieu de la chefferie de Bwito. Bien que le déploiement des forces de sécurité soit toujours un processus compliqué et qui requiert de la patience, le projet va continuer à faire des plaidoyers auprès des autorités tant provinciales que nationales durant le prochain semestre pour que le retour du Mwami de Bwito soit effectif.

### **Objectif Spécifique 1 Réduire les conflits fonciers dans la chefferie de Bashali grâce à un meilleur accès à la terre pour les petits paysans sans terre**

Pour rappel, le problème d'accès à la terre est principalement lié à la présence de plusieurs paysans sans terre dans une zone où la majorité de population vit essentiellement de l'agriculture, et c'est pour plusieurs raisons :

- La transformation de presque toutes les plantations de la zone en pâturage par les nouveaux acquéreurs a jeté dans la rue plus de 19000 familles qui vivaient dans ces plantations comme ouvriers et qui n'ont pas d'autres espaces ;
- L'existence de plusieurs concessions qui sont inexploitées ;
- L'activisme des groupes armés qui a obligé un grand nombre de familles à quitter leurs villages natals pour raison de sécurité et se retrouver dans des villages où elles n'ont pas des terres, et y remplissent en grand nombre les camps des déplacés ;
- Face aux multiples vagues de déstabilisation et déplacements, principalement vers les milieux urbains plusieurs familles ont vendu l'ensemble de leurs terres, de ce fait, leurs filles et fils se retrouvent aujourd'hui sans terre.

<b>Résultat 1. – L'accès sécurisé à la terre de petits paysans en Chefferie de Bashali est renforcé</b>	<b>Etat</b>
	

Au cours de ce deuxième semestre, les actions de l'accès sécurisé à la terre de petits paysans ont été plus orientées vers les actions de plaidoyer, l'accompagnement des structures communautaires dans la prévention et la résolution des conflits fonciers, les sensibilisations à travers les émissions radio sur la recherche d'un terrain d'entente en cas de différents fonciers.

Durant les six derniers mois les activités liées à l'accès à la terre des paysans sans terre ont eu comme résultats :

- L'harmonisation entre les parties prenantes (autorités, concessionnaires et paysans sans terre) sur les stratégies de relèvement lié à l'accès à la terre des paysans sans terre ;
- Les règlements de conflits fonciers qui ont facilité l'accès à la terre aux paysans en conflits de terre.

### **Produit 1.1. Négociations spécifiques avec les concessionnaires pour faciliter l'accès à la terre aux paysans sans terre dans les Bashali**

#### **Activité 1.1.1. Ateliers de négociation entre les concessionnaires et les paysans sans terre**

Après 4 ateliers de négociations spécifiques entre les concessionnaires et les paysans<sup>6</sup> sans terre ont été organisés à Goma et à Kitshanga au cours du semestre passé. Ces ateliers ont été renforcés par d'autres ateliers de vulgarisation des issus des discussions entre concessionnaires et paysans sans terre notamment sur la création de la coopérative agricole USTAWI qui devra adresser le défi lié à l'accès à la terre pour les paysans sans terre mais aussi sur la mise en valeur des terres des concessionnaires qui pour la plupart ne sont exploitées aujourd'hui que dans l'élevage de gros bétails.

Actuellement, 32 concessionnaires dont 2 femmes (parmi lesquels il y a les Hutu, les Tutsi, les Hunde, les Nyanga, etc. représentant toutes les communautés vivant dans la zones) ont adhéré à la coopérative comme membres fondateurs. Ils ont disponibilisé plus de 960 ha (avec comme besoin de 25 personne/ha comme main d'œuvre), soit 24 000 paysans sans terre pour les activités de la coopérative.

En effet, cette coopérative qui vise la relance des cultures pérennes (le thé, le café, le cacao, etc.) permettra aux paysans d'accéder aux espaces à la fois pour leurs habitations et pour leurs activités champêtres (cultures vivrières). Ils seront en même temps des travailleurs salariés dans les plantations et les usines de la coopérative. Cette stratégie reflète à la fois les souhaits des paysans sans terre et des concessionnaires qui se sont convenu que l'objectif de cette coopérative sera de résorber le taux élevé de chômage et d'endiguer la criminalité et l'activisme des groupes armés dans la zone.

Au-delà de négociation entre les concessionnaires et les paysans sans terre, d'autres activités connexes ont eu lieu :

Un atelier a été organisé du 18 au 20 juillet 2019 à Kitshanga pour définir des stratégies de vulgarisation du processus de création de la coopérative agricole USTAWI qui a été créé pour la relance des cultures pérennes dans la zone autour de Kitshanga. L'activité avait réuni 25 personnes parmi lesquelles il y avait 8 femmes : les membres des structures communautaires de paix de Bashali d'action, les paysans sans terres, les autorités ainsi que les leaders des communautés.

Après la définition des stratégies, deux ateliers de vulgarisation du processus de création de la coopérative USTAWI et des prochaines étapes du processus étaient organisés successivement à Pinga et à Kitshanga au cours de la période du 07 au 10 Août 2019. Ces deux ateliers avaient connu la participation de 200 personnes issues de toutes les couches sociales y compris les autorités locales et les membres des structures communautaires de paix notamment 100 parmi lesquels 39 femmes à Kitshanga et 100 à Pinga parmi lesquels 36 femmes.

### **Activité 1.1.2. Plaidoyers au niveau local, provincial et national et ou régional**

Durant ce semestre, deux missions de plaidoyer ont été organisées respectivement à Goma et à Kinshasa pour informer les autorités provinciales et nationales de l'évolution des activités du projet et solliciter leur engagement politique dans la mise en œuvre du projet. A Goma, le GPPM a rencontré la Vice-Gouverneur, le Ministre de l'Intérieur et l'Administrateur du Territoire de Rutshuru pour discuter des obstacles en rapport avec le début effectif des activités de la coopérative agricole USTAWI, mener une étude de faisabilité et viabilité économique rechercher des moyens conséquents pour opérationnaliser la coopérative<sup>7</sup> (besoin d'un préfinancement pour des activités pilotes ; faible coordination entre les acteurs qui interviennent sur le défi d'accès à la terre). Toutes ces autorités ont encouragé les efforts déjà fournis par le projet tout en promettant

---

<sup>6</sup> Pour rappel, le processus de négociation avec les concessionnaires a été amorcé depuis la première phase du projet au cours de l'année 2018. C'est au cours des ateliers de réflexion avec les paysans sans terre que ces derniers ont eux-mêmes partagé les informations sur les concessionnaires qui ont des espaces dans la zone autour de Kitshanga en précisant chaque fois le nom du concessionnaire, la localisation de sa concession, son domicile et même les coordonnées pour certains. C'est sur base de cette la liste initiale des concessionnaires fournies par les paysans sans terre que les concessionnaires qui ont participé aux différents ateliers de négociations avec les paysans ont été contactés. Les invitations étaient toujours envoyées aux concessionnaires qui vivent soit à Kinshasa (en passant par le GPPM), soit à Goma ou soit dans le Bashali. La liste de concessionnaire était progressivement élargie par les concessionnaires eux-mêmes qui donnaient aussi des informations sur d'autres concessionnaires qu'ils connaissaient comment propriétaires des terres dans la zone autour de Kitshanga (effet boule de neige). Les paysans sans terre quant à eux étaient sélectionnés avec l'appui des CITC et directement par les responsables de leurs structures (groupes des anciens ouvriers et groupe des cultivateurs) sur base des critères d'inclusivité, du genre et surtout de la capacité de chacun à contribuer aux échanges. Que ce soit pour les concessionnaires, que ce soit pour les paysans sans terre, le choix qui a conduit à l'identification des participants suivait toujours un processus participatif et inclusif. Depuis le début du processus, les autorités locales et certains leaders communautaires étaient aussi impliqués dans les activités.

<sup>7</sup> D'après Kitsa, gérant à la plantation de JTN à Mweso il a estimé 3 millions USD pour des travaux de relance des cultures pérennes sur 5 ans)



leur soutien dans les prochaines étapes du processus. Ces dernières ont recommandé au projet d'étendre les plaidoyers à Kinshasa où se trouve le siège des institutions nationales. A Kinshasa, l'équipe du projet en collaboration avec le GPPM a organisé deux ateliers et des contacts en bilatéral d'abord avec les délégués de l'intercommunautaire du Nord-Kivu, ensuite avec les membres du Gouvernement (Ministère du Plan et de la stabilisation, Ministère de l'Intérieur et Sécurité, Ministère des Affaires Sociales, Fonds de Promotion de l'Industrie et Présidence de la République) et enfin avec le Conseiller Principal du Président de la République Démocratique du Congo en matière de l'agriculture l'élevage et la pêche à son cabinet au Palais de la Nation. Le plaidoyer à Kinshasa a permis au projet d'avoir le soutien et l'engagement politique des autorités nationales dans le processus de relance des cultures pérennes par l'entremise de la coopérative agricole USTAWI pour la stabilisation de la zone autour Kitshanga. Cet engagement des autorités se rapporte à leur appui dans le processus de la relance agricole et leur implication dans les plaidoyers pour l'obtention des financements en faveur de la coopérative agricole USTAWI. Cet engagement traduit en partie, l'appropriation du processus par les membres du Gouvernement qui vont également prendre le devant dans le processus de contact des différents bailleurs de fonds qui appuient le Gouvernement Congolais dans le secteur agricole ainsi que ceux qui sont intéressés par la stabilisation.

## **Produit 1.2. Information des communautés et leaders sur les négociations pour l'accès à la terre dans les Bashali**

### **Activité 1.2.1 Production des émissions Radio**

Tout comme dans le premier semestre, au cours de ce deuxième semestre aucune émission radio sur la problématique d'accès à la terre n'a été produite. Ce retard lié principalement au retour tardif du partenaire Pole Institute dans le consortium a été discuté dans les réunions techniques et de coordination du consortium pour qu'au cours du prochain semestre les émissions radios commencent à être diffusées. Pour informer les membres de la communauté des efforts qui ont été fournis jusque-là pour adresser le défi lié à l'accès à la terre dans la chefferie de Bashali, les émissions radios seront essentiellement axées sur la stratégie de relance des cultures pérennes, le processus qui a conduit à la création de la coopérative USTAWI ainsi que les prochaines étapes devant conduire à l'opérationnalisation effective de la coopérative. Les avis et feedbacks positifs et constructifs des membres de la communauté sur les émissions seront également capturés pour être intégrés dans les solutions en cours de développement.

## **Produit 1.3: Médiation des conflits fonciers (liés à l'accès à la terre) dans les Bashali**

Le monitoring et la médiation des conflits liés à l'accès à la terre et d'autres types de conflits figurent parmi les activités de routine des structures communautaires de paix. Au cours de ce semestre, ces structures<sup>8</sup> ont reçu l'appui habituel en fournitures de bureau, les frais de transport et communication pour les membres pour le fonctionnement quotidien ainsi que la réalisation de leurs activités. Au cours de la période considérée, les structures ont identifié 9 conflits parmi lesquels 7 ont été résolus dans les quatre sites où les CITC sont opérationnels : 4 résolus à Mweso, 1 à Kitshanga et 2 à Pinga. De ces 7 conflits résolus, 5 étaient liés aux limites des champs et 2 à la succession de pouvoir. Il s'agissait des conflits du type, limites des champs et parcelles, successions et conflits tribaux. Néanmoins 2 conflits référés en cet écart entre le début du mois d'octobre à la fin du décembre était dus par le fait qu'un avait pris un caractère pénal et fut référé à la police et l'autre fut référé par le CITC vers une autre structure de paix de Mweso appelée UNAKID (Union des Amis du Kivu pour le développement), pour la simple raison, que plusieurs séances de médiation de ce conflit avaient déjà eu lieu avec cette dernière avant que le CITC ne soit saisi du conflit. Il sied de préciser que pour le CITC, le surcuit de référencement des cas de conflit entre structures de paix dans la zone, se fait dans le cadre de solidifier la coordination des interventions des préventions des tensions communautaires dans la chefferie de Bashali et la localité de Pinga. Rappelons que le projet appuie financièrement les différentes rencontres organisées entre les membres des CITC (frais de transport et de communication). Deux rencontres sont organisées mensuellement de manière ordinaire et d'autres rencontres extraordinaires se tiennent chaque fois que le besoin se présente. Dans le processus de médiation et résolution des conflits, ces derniers sont soit

---

<sup>8</sup> Ce projet a l'avantage de faire participer les communautés et les autorités à tout le processus à travers principalement les structures communautaires appuyées dans les différents sites et les structures des jeunes qui sont des structures pérennes. Elles pourront pérenniser les acquis du projet car, ils vivront dans la zone même après le projet.

déclarés résolus après approbation des actes des compromis par les parties prenantes, soit déclarés référés à la police ou à une autre structure de paix.

#### **Produit 1.4 : Appui aux initiatives de mise en valeur (exploitation) de terres négociées auprès de concessionnaires dans les Bashali.**

Jusqu'aujourd'hui, aucun appui n'a été accordé aux initiatives de mise en valeur des terres négociées auprès des concessionnaires dans le Bashali. En effet, l'accès à la terre pour les paysans sans terre reste conditionné par le début effectif des activités de la coopérative agricole USTAWI. Au-delà des critères de sélection des paysans sans terre déterminés de manière participative au cours d'un atelier tenu fin octobre 2019 à Kitshanga, les paysans sans terre n'ont pas encore été identifiés et les concessionnaires n'ont pas encore spécifié les lopins de terre qui seront exploités par les paysans sans terre. Ce qui fait que l'appui aux initiatives de mise en valeur de terres négociées auprès de concessionnaires est toujours en attente et conditionné par l'opérationnalisation effective de la coopérative USTAWI.

**Défis et mesures de mitigation** (Décrivez les défis que vous allez rencontrer au cours de la prochaine période (avant le prochain rapport) et les mesures que vous allez prendre pour mitiger les effets négatifs de ces défis (max 200 mots).

Au niveau du premier objectif spécifique du projet, le grand défi reste le dépassement de la phase de développement de la stratégie proposée face au défi lié à la terre pour les paysans sans terre vers la phase d'opérationnalisation effective de ladite stratégie. Aujourd'hui, la quasi-totalité des indicateurs associés cet objectif (nombre de concessionnaires qui donnent de l'espace aux paysans pour cultiver, nombre de paysans qui accèdent à la terre moyennant des actes signés, pourcentage de paysans et concessionnaires qui participent aux activités de rapprochement, etc.) ne peuvent pas tout simplement pas être alimentés parce que toutes les activités qui doivent générer des données y relatives ne sont pas encore mises en œuvre et du coup, le changement ou résultat attendu continue à stagner. En effet, la plupart des activités de ces activités dépendent forcément du début effectif des activités de la coopérative agricole USTAWI qui a été créée pour la cause. Cette stratégie de relance des cultures pérennes, à travers la coopérative, qui n'était pas prévue au début du projet fait aujourd'hui face à plusieurs défis qui ralentissent tout le processus notamment :

- Le manque des moyens conséquents pour opérationnaliser la coopérative :

Moyens de mitigation : Durant ce semestre, deux missions de plaidoyer ont été organisées respectivement à Goma et à Kinshasa pour informer les autorités provinciales et nationales de l'évolution des activités du projet et solliciter leur engagement politique dans la relance de cultures pérennes. Cet appui politique étant déjà assuré, les plaidoyers au cours du prochain semestre seront focalisés sur la recherche de financement auprès des bailleurs des fonds qui seront intéressés par la stratégie de relance des cultures pérennes dans la zone. Mais bien avant, le projet va mener une étude de faisabilité assortie d'un plan d'affaire qui sera utilisé comme document de plaidoyer pour mobiliser les fonds,

- Faible coordination entre les acteurs qui interviennent sur le défi d'accès à la terre : plusieurs organisations interviennent dans le domaine foncier dans la zone autour de Kitshanga, le plus souvent chacune avec son approche et s'adressant toutes aux mêmes cibles.

Moyens de mitigation : Faire participer les autres acteurs travaillant sur la thématique foncière<sup>9</sup> dans les ateliers de création et de vulgarisation de la coopérative agricole USTAWI, encourager les partenaires Pole Institute, ASP et AAP à participer aux réunions mensuelles de la sous coordination foncière locale.

xxxx

Cependant, certaines activités du projet à charge du partenaire Pole Institute (on fait référence aux émissions radio pour ce résultat), qui a réintégré le consortium depuis le mois de septembre 2019, ont continué à enregistrer un retard dans la mise en œuvre. Ce retard était lié à la fois à la reprise tardive des activités de Pole Institute au sein du consortium (après avoir reçu le feu vert de PNUD) et la longue période d'harmonisation et de planification de ses activités qui a suivi.

<sup>9</sup> Alert est en contact avec plusieurs des acteurs sur l'accès à la terre comme UNHABITAT, \ (Mercy Corps, Search for Common Ground), AAA, Elan, partenaires de Tujenge Pamoja, Zoa, APC etc.

**Coordination** *(Rapportez les défis/faiblesses et/ou les points de force en matière de coordination dans le consortium tels que décrit par vos partenaires (max 200 mots).*

Durant ce deuxième semestre, l'équipe du projet a continué avec les mêmes pratiques de coordination du projet amorcé depuis le premier semestre notamment l'organisation des réunions régulières avec les partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet, mais aussi avec le secrétariat technique de I4S (UAS-STAREC). Certaines réunions sont également élargies à quelques membres des structures communautaires de paix notamment : NPRC, CITC, CEI (en tenant en compte l'inclusivité dans le choix des membres). Ces réunions visent non seulement la coordination du projet, le partage d'expérience et des leçons apprises entre partenaires, mais aussi le suivi continue de l'évolution du contexte global de la zone autour de Kitshanga qui est assez dynamique.

La coordination du projet reste également renforcée par la collaboration et une souplesse dans la communication entre toutes les parties prenantes au projet. Les partenaires de mise en œuvre du projet collaborent également avec les autorités locales et les leaders communautaires pour exécuter les activités dans climat apaisé en dehors de toute menace de mauvaise interprétation des activités du projets. Avant et pendant la réalisation des activités sur terrain, l'équipe du projet prend toujours soin d'approcher les autorités pour les tenir informés des objectifs des activités afin de prévenir les éventuels risques d'interprétation tronquée du projet par certains membres de la communauté.

En outre, les structures communautaires de paix que nous accompagnons dans le projet reçoivent aussi des cas de référencement des conflits à résoudre en provenance d'autres structures de paix appuyées par d'autres partenaires. De même, les partenaires de mise en œuvre du projet, à travers leurs animateurs locaux participent aux réunions cluster sur le foncier et d'autres thématiques pour présenter l'approche des interventions du projet afin d'avoir les points de vue d'autres partenaires comme les membres du consortium FARM (Mercy Corps et Search for Common Ground et leurs partenaires) en échanges et d'en tirer des leçons pour s'améliorer. Le choix des participants aux différentes activités du projet contribue également aux points sur le progrès vers l'atteinte des objectifs du projet. En effet, lors de ciblage des participants aux activités du projet, plusieurs personnes sont mises en contribution, parmi lesquelles les partenaires et les autorités locales.

Au cours du prochain semestre, des réunions d'apprentissage seront également organisées avec l'appui de l'équipe de suivi et évaluation pour la consolidation du système de documentation et de rapportage des changements induits par les activités du projet.

**Encrage institutionnel** *Décrivez les mesures que vous avez prises pour assurer la pérennisation du projet à travers l'encrage institutionnel dans cet objectif spécifique. En particulier, prière de faire référence à la stratégie des compacts (si pertinent dans votre projet) (max 200 mots).*

Pour pérenniser le projet à travers l'encrage institutionnel, nous avons créé la coopérative agricole USTAWI. Le projet ayant amené les communautés à adopter unanimement la relance des cultures pérennes dans le cadre de cette coopérative comme stratégie de relever les défis liés à l'accès à la terre et à la sécurité dans la zone prioritaire, bien que d'autres actions plus spécifiques devraient être menées en rapport avec la sécurité. Après une série d'ateliers avec les concessionnaires à Goma où ils s'étaient engagés à disponibiliser leurs terres pour permettre aux paysans sans terre d'accéder à la terre, les différents ministères à Kinshasa comme à Goma ont été mobilisés et sensibilisés pour s'approprier et appuyer cette relance. Il ressort des conclusions des assises à Kinshasa que les Ministères ont jugé prioritaire le processus mais ils attendent que le processus prenne forme. C'est-à-dire notamment la formalisation de la coopérative, la détermination des espaces où le projet sera exécuté, la constitution.

Avec l'alternance politique qu'a connue la RDC, toutes les autorités aux différents ministères sont nouvelles et méritent d'être mobilisées et informées sur le projet afin de susciter leur appropriation notamment du processus de la relance des cultures pérennes pour leur engagement à sa faveur. Ce qui pourrait nous aider à élaborer des stratégies qui puissent saisir les opportunités ainsi que la gestion des risques et garantir que nos approches sont bien comprises et que le gouvernement apporte son soutien pour faire des progrès et définir des interventions ultérieures bien acceptées et qui cadrent avec son programme. Cette mission de mise à jour des autorités nationales et de leaders communautaires au niveau de Kinshasa (notables filles et fils des Bashali et Bwito) sur les avancées enregistrées dans le cadre du projet a été réalisée au mois de décembre 2019.

**Questions de genre** *Décrivez comment les questions genre ont été traitées dans cet objectif spécifique (max 200 mots).*

Comme dans le premier semestre les femmes, les jeunes et d'autres couches vulnérables et marginalisées ont été impliqués dans la mise en œuvre du projet. Toutes ces catégories sociales ont continué à participer aux activités et dans les structures locales qui implémentent le projet. La prise en compte du genre est une exigence qui est prise en compte dans toutes les activités organisées du projet. La sélection des participants à chaque activité intègre à la fois les femmes, les jeunes et d'autres catégories sociales marginalisées.

Au cours de ce deuxième semestre, la coopérative USTAWI créée en juin à Goma a organisé certaines activités où ses animatrices qui sont dans les organes ont pris une part active c'est notamment dans le conseil d'administration (7 membres dont 2 femmes ; une en charge des infrastructures de base et l'autre en charge de la protection de l'environnement et du développement social) et de surveillance (3 membres dont une femme comme présidente) ainsi qu'une équipe de 6 conseillers.

Dans les activités de plaidoyer menées au niveau provinciale et nationale durant cette période de rapportage, ainsi que dans les activités d'évaluation de deux plans d'action de Bwito et de Bashali, et même dans le conseil de sécurité mixte organisé localement à Pinga, les femmes ont été impliquées aussi bien comme participantes que comme parties prenantes dans les discussions et les points d'actions pour les prochaines étapes pour chaque activité. Dans toutes les activités les femmes trouvent toujours l'opportunité de s'exprimer en donnant leurs points de vue sur les sujets en discussions et en proposant des recommandations qui tiennent compte de leurs besoins spécifiques.

**Leçons apprises** *Décrivez les leçons apprises dans la mise en œuvre de cet objectif spécifique, y compris les éléments innovants (max 200 mots).*

La plupart des organisations qui interviennent dans le domaine foncier dans la zone autour de Kitshanga privilégient le système de métayage<sup>10</sup>. Pourtant, ce système ne répond forcément pas de façon durable à la problématique d'accès à la terre pour les paysans sans terre notamment parce qu'en cas de maigre production il y a toujours des cas de conflit entre le concessionnaire et le paysan qui sont documentés. Aussi, pour les types de contrats où le paysan doit payer à la fin de la production, ce dernier est quelques fois exposé à la tentation de la fraude, en déclarant une fausse quantité des produits récoltés. Selon les propos de certains paysans qui utilisent le système de métayage dans la zone autour de Kitshanga, souvent la convention entre le concessionnaire et le paysan est torpillé par le gérant du concessionnaire après la saison culturale qui cède parfois à un autre paysan l'espace qu'occupait le précédent locataire, ou encore, le gérant oriente le paysan à d'autres espaces alors que ce dernier souhaitait occuper les mêmes espaces pour ses activités agricoles. Certains concessionnaires acceptent aussi le contrat de métayage dans l'objectif de protéger leurs concessions contre les occupants illégaux (les groupes armés) ou acceptent le contrat de métayage dans la partie de leurs concessions qui abritent la forêt dans l'objectif d'apprêter ces espaces après métayage à l'élevage extensif. Et après un certain temps les concessionnaires cassent le contrat de métayage avec les paysans sans terre et ces derniers se retrouvent de nouveau sans terre.

La solution de relance des cultures pérennes et de création de la coopérative pour piloter le processus qui est proposée par le projet semble être une stratégie plus durable et à même de contribuer à la stabilisation de la zone, comparativement au système de métayage. Cette solution dispose d'un encrage communautaire assez solide, car elle est ressortie de différents dialogues et de différentes négociations entre les concessionnaires et les paysans sans terre facilités, parties prenantes aux tensions foncières dans la zone. Les concessionnaires ont accepté de mettre à la disposition des paysans sans terre, en plus de leurs salaires mensuels, des espaces pour vivre et pour leurs activités des cultures vivrières en contre partie du travail qu'ils rendent à la coopérative.

L'approche entreprise par la coopérative pour permettre aux paysans sans terre d'accéder à la terre s'inscrit bien dans la philosophie de la réforme foncière encours en ce sens que cette réforme vise à éviter que la terre continue à diviser les congolais mais à les unir.. L'approche utilisée par le projet reste assez sensible pour deux raisons : premièrement c'est un processus décidé conjointement par les toutes les parties prenantes à la problématique foncière (paysans sans terre, concessionnaires et autorités locales et provinciales). A travers différentes rencontres, les acteurs ont réfléchi sur les risques éventuels liés à ce processus et les alternatives pour les contourner. Aussi, au vu de la réalité du pays, la réforme foncière n'est pas perçue de la même façon par les acteurs pour deux raisons : la première tient au fait que beaucoup des dignitaires pourraient bloquer le processus car il va les léser, la seconde est liée au fait que les réalités foncières du Nord-Kivu diffèrent suffisamment d'autres provinces notamment de la partie ouest où la densité reste très faible que la rareté des terres ne s'explique pas. C'est dans ce sens que, afin d'éviter que

<sup>10</sup> Dans ce système de métayage, les concessionnaires font payer les petits paysans de frais pour exploiter leurs concessions pendant une saison culturale.

la coopérative reste fermée aux concessionnaires, elle reste ouverte aussi aux paysans sans terre qui pourraient produire dans son espace dans la concession l'une des cultures pérennes visées par la coopérative. Nous avons également constaté lors de la mission de ployer à Kinshasa que les autorités au niveau national sont un peu sceptiques lorsque les autorités provinciales ne sont pas conjointement impliquées dans les actions de plaidoyers auprès d'elles. Cela veut dire que si le projet veut bien mobiliser davantage le soutien du Gouvernement central, il est important d'amener aussi les autorités provinciales à inscrire notre travail dans leurs priorités. Pour ce faire, nous prévoyons laisser les autorités provinciales concernées prendre le devant dans toutes les missions de plaidoyers qui seront planifiées au cours du prochain semestre. Les autorités au niveau nationales préfèrent Aussi, nous avons constaté que si nous voulons garder les autorités nationales dans le processus et continuer à avoir leur implication, il est important de mettre en place une stratégie d'information permanente. C'est-à-dire trouver le temps au moins une fois le trimestre de partager avec les autorités sur l'évolution du projet à travers une mission à Kinshasa ou à travers des contacts réguliers par le GPPM.

**Histoires de succès** Partagez vos histoires de succès qui peuvent être inclut dans le système de rapportage du Secrétariat Technique/PBSO (max 200 mots).

Témoignage par rapport à l'accès à la terre dans la chefferie de Bashali

**Témoignages 1** : Après la mort de leur Papa Hagumamutware, Mr Byemero et Mr Twagiramungu ses deux fils sont entrés en conflit en se disputant l'héritage de la parcelle que le père avait légué à la famille, chacun de deux fils voulait s'en accaparer en entièreté et sans partage. Cette situation avait envenimé leurs relations fraternelles ainsi que de leurs familles respectives qui se proféraient mutuellement les menaces de mort. N'ayant pas trouvé de solution pacifique à leur niveau et auprès d'autres instances (famille élargie, notables). Un membre de la communauté pacifiste les a conseillés de se référer au CITC de médiation de la cité de Kitshanga qui leur avait aidé à trouver une solution à la grande satisfaction de tout le monde. Un mois plus tard, Mr TWAGIRAMUNGU et BYEMERO les deux frères en conflits revinrent au CITC avec un message de remerciement pour leur féliciter d'avoir résolu sans incident le conflit qui les opposait, ces derniers ont exprimé leur sentiment de satisfaction par une expression en kinyarwanda, « CITC Nabafashabayo MURAKARAMA » ce qui signifie « longue vie au CITC et ses partenaires ».

## **Objectif Spécifique 2 : Renforcer la sécurité des populations civiles dans les chefferies de Bashali et le Bwito.**

Dans la chefferie de Bashali, presque toutes les activités en lien avec la sécurité et les groupes armés n'ont pas été réalisées durant les deux derniers semestres. Le projet contribué à l'organisation du conseil de sécurité mixte entre les autorités du Territoire de Masisi et celles du Territoire de Rutshuru qui a sensiblement contribué au renforcement de la situation sécuritaire dans la localité de Pinga qui était déjà dans une situation tendue avec la montée en flèche de l'activisme des groupes armés à connotation ethnique. Les indicateurs du résultats 2 associés à cet objectif n'ont donc pas été renseigné. Toutefois, dans la chefferie de Bashali, le projet a contribué au renforcement de la sécurité des populations civiles à travers des actions de sensibilisation intercommunautaire faite par les CITC et les CEI qui tiennent aussi compte dans analyses du contexte qu'ils font régulièrement. Dans la chefferie de Bwito, le projet a beaucoup contribué au renforcement de la situation sécuritaire grâce à la mise en œuvre de toutes les activités du volet sécurité par le partenaire AAP conjointement avec les NPRC et le CEI de Bwito tel qu'il est détaillé dans les produits et activités du résultat 3.

**Résultat 2. – Les acteurs communautaires politiques et sécuritaires améliorent leurs connaissances, pratiques/ perceptions et comportement en vue de renforcer la sécurité de population civiles dans les Bashali**

Etat



### **Produit 2.1. Les leaders politiques au niveau provincial et national s'impliquent dans les initiatives de renforcement de la sécurité des populations civiles dans les Bashali**

#### **Activité 2.1.1. Réunions trimestrielles du conseil consultatif provincial**

Les réunions trimestrielles du Conseil Consultatif Provincial (CCP) permettent aux membres du conseil d'être informés de la situation sécuritaire et d'identifier les points d'actions de plaidoyer à mener auprès des autorités

compétentes pour améliorer la situation sécuritaire dans la zone. En date du 08 Octobre 2019, Pole Institute a organisé une réunion qui avait pour objectif de partager aux membres du CCP les mises à jour sur l'état d'avancement des activités du projet. A l'issue de cette réunion, deux principaux points d'actions suivants étaient retenus par les membres du CCP :

- Le groupe des pasteurs<sup>11</sup> et la Commission Mixte de Pacification<sup>12</sup> devront multiplier les dialogues sur la paix et la sécurité dans les coins reculés de la zone autour de Kitshanga en impliquant les leaders des groupes armés, les leaders communautaires, les autorités locales, coutumières, représentants des confessions religieuses, les représentants des organisations féminines, les organisations des jeunes, les leaders à opinions violentes, les concessionnaires et les représentants des paysans sans terre dans les axes de de Kahira, Mpati/ Bibwe, Mweso/ Kashuga et Muheto/ Lukweto.
- Les acteurs du secteur foncier devront écrire un mémorandum à adresser au Ministère des Affaires foncières National à Kinshasa au sujet des problèmes que traversent les déplacés victimes des conflits fonciers ou de déguerpissement des plantations dans le Masisi et dans le Bwito.

Cependant, les deux points sont restés non opérationnels notamment parce que le premier était touché par la décision de stopper les activités du projet qui touche directement les leaders des groupes armés qui était intervenue au cours du mois de novembre après des réunions techniques avec le secrétariat technique et les membres du consortium. En effet, toutes les activités qui impliquent directement les leaders des groupes armés étaient suspendues parce que l'approche du projet de travailler avec les groupes armés était incompatible avec les opérations militaires des FARDC contre ces groupes, il ne fallait pas continuer à créer des attentes en termes de DDR dans le chef des membres de ces groupes pendant que le projet n'avait pas le volet DDR pouvant prendre en charge les éléments qui se désolidarisent de ces groupes comme cela a été constaté au cours du premier semestre. Le second point était aussi déjà pris en compte dans les différents plaidoyers menés dans le cadre du processus de relance des cultures pérennes et de création de la coopérative agricole USTAWI. Ainsi, au cours du prochaine semestre, toujours avec l'appui de Pole Institute, le CCP va poursuivre avec les réunions trimestrielles pour impliquer davantage les leaders communautaires et politiques de la zone dans les initiatives de renforcement de la sécurité des populations civiles dans le Bashali.

### **Activité 2.1.2 Visites de suivi des activités du projet de stabilisation sur terrain par le conseil consultatif provincial**

Tout comme dans le premier semestre, aucune visite de suivi des activités de stabilisation sur terrain n'a été organisée par le CCP durant ce deuxième semestre. Comme mentionné dans le point précédent, le CCP a tenu une seule réunion organisée au mois d'Octobre. Le retard mis dans l'organisation de ces visites était lié à la fois à la reprise tardive des activités de Pole Institute au sein du consortium et la longue période d'harmonisation et de planification de ses activités qui a suivi. Pour ce faire, ces visites ont été replanifiées pour le prochain trimestre pour permettre aux membres du CCP de suivre l'évolution de la mise en œuvre des activités du projet dans la chefferie de Bashali et d'être directement en contact avec les populations, les leaders communautaires et les autorités locales pour collecter également les éventuelles dossiers qui peuvent faire l'objet des plaidoyers auprès des autorités provinciales pour l'amélioration la situation sécuritaire dans la chefferie de Bashali.

### **Activité 2.1.3. Activités de redevabilité/suivi des engagements des parties issues des ateliers avec les groupes armés sur la sécurité**

Il sied préciser d'abord que durant les deux semestres de mise en œuvre du projet, aucune activité impliquant les groupes armés n'a été organisée dans la chefferie de Bashali. Au-delà de ce retard de Pole Institute et en lien avec la décision du secrétariat technique de suspendre quelques activités (novembre 2019) qui impliquent directement les leaders des groupes armés (comme par exemple les ateliers avec les leaders des groupes armés pour la sécurisation des populations civiles), en attendant qu'il ait politique validation de leur poursuite par les autorités de la nouvelle législature. Cette décision était également motivée par le changement du contexte de la zone avec les opérations militaires des FARDC contre les groupes armés qui y sont actifs. Avant les vacances de Noël, il a été décidé au sein du consortium et ensemble avec le secrétariat technique que le partenaire Pole Institute devrait revoir sa planification et proposer de nouvelles activités qui contribueraient au même résultat produit et au même résultat relatif à l'amélioration de la situation sécuritaire et qui devront être organisées au cours du prochain semestre.

---

<sup>11</sup> Ce groupe est constitué des anciens leaders des groupes armés qui se sont convertis en acteurs de paix dans la chefferie de Bashali.

<sup>12</sup> Cette commission est présidée par le Mwami de la chefferie de Bashali.

## **Produit 2.2. Les leaders communautaires et des groupes armés s'impliquent dans les initiatives de renforcement de la sécurité des populations civiles dans les Bashali**

Toutes les activités prévues pour alimenter ce produit n'ont pas été organisées parce qu'elles impliquent directement les leaders des groupes armés notamment à cause des arguments présentés dans les paragraphes précédents. La plupart de ces activités devront faire l'objet d'une nouvelle planification qui sera mise œuvre dans le prochain semestre. Les indicateurs liés à ce résultat (nombre de membres des groupes armés accompagnés qui participent aux ateliers organisés sur la sécurité et leur reddition, nombre des engagements pris par les groupes armés lors des ateliers sur la sécurité et leur reddition, nombre des engagements pris par les groupes armés qui sont mis en application, etc.) n'ont donc pas été renseignés durant ce deuxième semestre tout comme durant le premier semestre.

### **Activité 2.2.1 Ateliers avec des groupes armés autour de la sécurisation des populations et de reddition**

Durant ce semestre, les ateliers avec des groupes armés autour de la sécurisation des populations et de reddition n'ont pas été organisés au cours de ce deuxième semestre : même analyse que précédemment, pour la cause et pour les prochaines étapes.

### **Activité 2.2.2 Sensibilisation des groupes armés pour leur reddition et la facilitation de la sécurisation**

**De même, dans le Bashali,** les sensibilisations des groupes armés pour leur reddition et la facilitation de la sécurisation n'ont pas été organisées : même analyse que précédemment, pour la cause et pour les prochaines étapes. Toutefois, à cette de la sensibilisation des groupes armés, au cours de ce semestre, les CIRC se sont investis dans la sensibilisation de différentes communautés ethniques vivant dans le Bashali et la localité de Pinga à la cohésion sociale et la cohabitation pacifique. Cette sensibilisation a contribué à la baisse des manipulations des communautés par les leaders des groupes armés. Elle a aussi permis aux communautés de se rapprocher et de promouvoir le vivre ensemble. En effet, le rapprochement entre les communautés est essentiel dans le contexte de la chefferie de Bashali où les groupes armés se réclamant appartenir à telle ou telle autre communauté contribuent à diviser les communautés en les montrant que l'une constitue une menace pour l'autre et vice versa. Les leaders des groupes armés profitent souvent de la méfiance mutuelle entre les communautés pour renforcer leur influence dans la zone, en montrant chacun à sa communauté qu'il va assurer la défense la sécurité face à l'autre communauté qu'il considère comme ennemi. La poursuite de la sensibilisation des communautés par les CIRC au cours du prochain semestre reste donc essentielle pour que les communautés se rapprochent davantage en vue notamment de réduire la force et l'influence des groupes en se désolidarisant de ces derniers. Dans cette même perspective, Pole Institute a organisé 3 émissions radios de sensibilisation des communautés à la cohésion sociale et au vivre ensemble.

### **Activité 2.2.3 Suivre la mise en œuvre des priorités de la table ronde**

Les CIRC et le CEI jouent également le rôle de suivi de la mise œuvre des priorités de la table ronde de Bashali. Ces derniers sont au centre de la médiation et la résolution des conflits qu'ils reçoivent des populations dans les différents axes de la chefferie où ils sont opérationnels. Au cours de ce deuxième semestre, ces structures (les CIRC tous et le CEI de Bashali) ont bénéficié de l'appui habituel du projet pour leur organisation (analyses du contexte, médiation des conflits, plaidoyer, sensibilisation, etc.) et leur fonctionnement. En outre, un atelier de renforcement des capacités des membres du CIRC/Pinga sur la documentation des histoires de succès, des témoignages et des leçons apprises a été organisé du 22 au 23 Juillet 2019. 15 acteurs dont 5 femmes ont bénéficié de cette formation pour améliorer la qualité de leur travail habituel et pour avoir une latitude dans la documentation des changements induits par les activités du projet.

Aussi, un atelier d'évaluation et actualisation du plan d'action des Bashali et Pinga a été organisé au cours de la période du 10 au 14 Octobre 2019 à Kisthanga. Cet atelier a connu la participation des membres du comité de suivi de la mise en œuvre du plan d'action des Bashali/Pinga et membres des CIRC et CEI, les autorités locales ainsi que les représentants des paysans sans terre. Les participants à l'atelier avaient fait une analyse approfondie du contexte socioéconomique, politique et culturel du moment en mettant en exergue les principaux événements qui ont eu un impact positif et/ou négatif sur le processus de stabilisation dans la zone. Après cette analyse, les participants avaient passé en revue le plan d'action des Bashali/Pinga en relevant les activités jusque-là réalisées et non réalisées mais qui restent prioritaires au vu du contexte du moment par les communautés. Les mêmes actions du contenu du plan d'action étaient maintenues en ordre de priorités basées sur le contexte actualisé. Cette nouvelle priorisation des activités a aussi orienté la planification des activités

qui seront mises en œuvre dans le prochain semestre aussi avec les fonds additionnels. L'actualisation du plan d'action sera également discutée dans une mini table ronde avec le Gouvernement pour la mise à jour des priorités ; notamment pour permettre au Gouvernement et d'autres acteurs de définir des nouvelles stratégies pour les prochains projets de stabilisation dans la zone autour de Kitshanga.

En ce qui concerne l'amélioration de la sécurité dans la chefferie de Bashali, les stratégies arrêtées sont les suivantes :

- Plaidoyer auprès du gouvernement provincial pour un déploiement permanent des forces de l'ordre et de sécurité (FARDC et PNC). La mise en place de la police de proximité ;
- Ouverture et entretien des axes routiers principaux (Kalembe-Pinga, Muheto-lushebere, Muheto-Kahira-Bibwe) pour faciliter une libre circulation des services de sécurité et de la population ;
- Sensibilisation des communautés pour la réduction de la circulation illégale d'armes dans les mains des civils ;
- La mise en place des unités de production pour les jeunes en vue de les persuader à se désolidariser des groupes armés.

En ce qui concerne la contribution à la restauration du pouvoir coutumier et l'autorité de l'Etat dans la chefferie de Bashali, les stratégies arrêtées sont les suivantes :

- Organiser une rencontre avec les chefs locaux pour les sensibiliser au retour ;
- Organiser d'un atelier avec les chefs et les secrétaires administratifs pour discuter de la bonne gouvernance locale et définir des mécanismes de sécurisation des chefs locaux une fois de retour dans leurs entités en vulgarisant auprès d'eux la loi portant statuts des chefs coutumiers.

En ce qui concerne la contribution au retour des déplacés : les stratégies à mettre en place sont les suivantes :

- Mettre en place une commission qui va travailler avec la CNR sur les questions des déplacés ;
- Plaidoyer auprès des humanitaires pour assister les retournés dans leurs milieux d'origine ;
- Organiser des sensibilisations des communautés et les retournés dans les milieux de retour, en vue d'une acceptation mutuelle ;
- Plaidoyer auprès du gouvernement provincial et ses partenaires pour viabiliser les villages de retour à travers la construction et la réhabilitation des infrastructures des bases (Ecoles, Centre de santé, Adduction d'eau et bureau de l'Etat, etc.).

En ce qui concerne la facilitation d'accès sécurisé à la terre aux populations sans terre les stratégies à mettre sur place sont :

- Réunir un intervenant dans le domaine de foncier en pour de les persuader à appuyer l'idée de la relance des cultures pérennes comme voie de contournement du défi lié à l'accès à la terre dans la zone autour de Kitshanga ;
- Former et vulgariser à travers les paysans sans terre et les concessionnaires l'application des bonnes techniques agricoles et d'élevage favorisant une forte production sur peu d'espaces.
- Sensibiliser les populations de la zone sur les droits fonciers et en technique de sécurisation des terres ;
- Rendre la COOPA USTAWI opérationnelle.

En ce qui concerne l'organisation des activités socio-culturelles pour renforcer le rapprochement communautaire il est urgent de faire l'activité suivante : Organiser des activités culturelles en vue du renforcement de la cohésion sociale entre les jeunes des communautés ethniques.

#### **Activité : 2.2.4 Plaidoyer auprès des autorités locales sur le plan d'actions de Bashali par le CEI**

Cette activité a été ralentie par le retard du partenaire Pole Institute qui devrait accompagner le CEI mais l'a déjà intégré dans sa planification pour le prochain semestre.

#### **Activité : 2.2.5. Appui matériel pour la réhabilitation et l'équipement du centre des jeunes de Bashali**

Cette activité a été attribuée à UNFPA par le ST.



**Défis et mesures de mitigation** (*Décrivez les défis que vous allez rencontrer au cours de la prochaine période (avant le prochain rapport) et les mesures que vous allez prendre pour mitiger les effets négatifs de ces défis (max 200 mots).*)

Rappelons, lors de la première phase, le projet avait déjà eu un encrepage politique assez solide à travers lequel les autorités tant nationales que provinciales étaient suffisamment impliquées dans sa mise en œuvre. Les deux plans d'actions pour la stabilisation de Bwito et de Bashali/Pinga issues des tables rondes de Rutshuru et de Masisi étaient bien connus par les autorités à tous les niveaux et ces dernières donnaient toujours leur appui pour la mise œuvre de ces plans d'actions. Plusieurs questions de plaidoyer leur adressées trouvées le plus souvent de réponse positive et cela permettait au projet d'influencer les dynamiques des conflits auxquels il s'adressait. Aujourd'hui, avec l'avènement des nouvelles autorités issues des élections de décembre 2018, le projet investi assez de temps et de moyens pour que ces dernières s'impliquent aussi suffisamment dans sa mise en œuvre afin d'apporter le changement voulu. Ces autorités ne connaissent pas trop processus et le contenu des deux plans d'action qui sont pourtant la base du projet. En effet, il est difficile de mettre en œuvre un projet de stabilisation sans avoir un appui politique et accompagnement solide des autorités aussi bien locales, provinciales que nationales. C'est le défi auquel le projet continue à faire face dans sa mise en œuvre. Ainsi, pour relever ce défi, le projet prévoit continuer avec les actions de plaidoyer et de mise à jour des autorités sur l'évolution de la mise en œuvre du projet. Il est également planifié au cours du prochain semestre l'organisation de deux muni tables rondes au cours desquelles les deux plans d'action seront actualisés sur base du contexte du moment, conjointement avec les autorités.

Les efforts de sensibilisation des communautés par les membres des CITC ont contribué à la cohésion sociale entre ces communautés dans la chefferie de Bashali. Cependant, il se pose aujourd'hui le défi lié à la consolidation cette cohésion, étant donné que les relations entre les différentes communautés ethniques vivant dans le Bashali restent toujours fragiles et sont en perméance à la convoitise des groupes armés qui s'identifient aux communautés ethniques de leurs leaders et celles des politiques qui cherchent toujours à se positionner.

Moyens de mitigation : Planifier les activités de réhabilitation des routes de dessertes agricoles dans le Bashali (à travers l'approche HIMO) pour donner aux communautés l'opportunité de se mettre ensemble en vue notamment de consolider les liens entre elles. Ils également prévu la mise en place des AVEC (associations villageoises d'épargnes et de crédits) pour la cohésion sociale au cours du prochain semestre. De même, les CITC vont poursuivre leurs activités de sensibilisation des communautés pour encourager celles à promouvoir le vivre ensemble.

Par rapport à la restauration de l'autorité de l'Etat et amélioration de la situation sécuritaire dans la chefferie de Bashali (libre circulation des personnes et de leurs biens dans les zones sous le contrôle des acteurs à opinion violente) les défis sont : Risques auxquels les membres des structures communautaires sont exposés lorsqu'ils prennent des contacts avec les acteurs à opinion violente.

Moyens de mitigation : intensifier les activités de sensibilisation à travers les émissions radio. Aussi on peut utiliser les membres de famille qui sont facilement en contact avec leurs frères, filles, frères, sœurs, oncles, etc. éléments des groupes armés. Leurs activités de sensibilisation ne peut pas être perçues comme un acte d'espionnage du fait du lien de sang qui les relie.

Parmi les autres défis encourus nous pouvons épingler la non-effectivité des activités 2.1.2 ; 2.1.3 ; 2.2.1 ; 2.2.2 qui n'ont pas été faites durant le semestre comme expliqué dans le corps du texte ci-haut.

**Coordination** (*Rapportez les défis/faiblesses et/ou les points de force en matière de coordination dans le consortium tels que décrit par vos partenaires (max 200 mots).*)

Comme dans le premier semestre, au cours de ce deuxième semestre, la réussite des activités relatives à l'accès sécurité a été fondée sur la bonne collaboration des partenaires avec les différentes autorités politico-militaires, administratives, autres services de sécurité et les autorités coutumières et locales, avec les acteurs de la société civile, les leaders communautaires, les bénéficiaires ainsi que d'autres organisations qui exécutent les projets de stabilisation dans la zone prioritaire autour de Kitshanga.

La collaboration entre les partenaires de mis en œuvre du projet et les membres des structures communautaires de paix, les autorités locales, provinciales et nationales sur les questions sécuritaires ont également contribué à la suppression des barrières illégales érigées par les groupes armés et les FARDC et a facilité la libre circulation des personnes et de leurs biens dans les zones sous contrôle des groupes armés.

Grace à la bonne coordination avec d'autres intervenants dans la zone autour de Kitshanga, plusieurs actions humanitaires ont également été réalisées. C'est par exemple : INTERSOSS avec le financement de HCR a appuyé les constructions des maisons pour les retournés avec des abris, CNR a fourni les kits aux retournés, Caritas avec le financement de CHRISTIAN AID et du PAM est intervenu avec les vivres pour les retournés.

En outre, comme d'habitude, avant et pendant la réalisation des activités sur terrain, l'équipe du projet et les partenaires prennent toujours soins d'approcher les autorités pour les tenir informés des objectifs des activités afin de prévenir les éventuels risques d'interprétation tronquée du projet par certains membres de la communauté. Au cours de ce semestre, la coordination a également été renforcée par le retour du partenaire Pole Institute dans le consortium, qui est en train de mettre en œuvre les différentes activités du résultat 2 qui ont accusé un très grand retard.

**Encrage institutionnel** Décrivez les mesures que vous avez prises pour assurer la pérennisation du projet à travers l'encrage institutionnel dans cet objectif spécifique. En particulier, prière de faire référence à la stratégie des compacts (si pertinent dans votre projet) (max 200 mots).

Le projet est très bien accepté par les communautés dans la zone autour de Kitshanga. Le projet utilise une approche communautaire participative qui implique les leaders au niveau local, provincial et national. Certaines structures (CITC, NPRC et le GPPM) impliquées dans la mise en œuvre sont très anciennes que le projet. Les membres composant ses structures ont une bonne assise communautaire et ces structures sont bien connectées non seulement avec les autorités locales et provinciales, mais aussi avec les autorités nationales. L'implication de structures telles que : CCP, CEI, CLJ, CITC, NPRC et le GPPM dans la mise œuvre des plans d'actions de Bashali et Bwito rassure sur la durabilité des effets positifs produits par le projet vis -à-vis de leurs importances dans la vie quotidienne des communautés.

**Questions de genre** Décrivez comment les questions genre ont été traitées dans cet objectif spécifique (max 200 mots).

Comme dans le premier semestre les femmes, les jeunes et d'autres couches vulnérables et marginalisées ont été impliqués dans la mise en œuvre du projet. Toutes ces catégories sociales ont continué à participer aux activités et dans les structures locales (CLJ, CITC, CEI) qui implémentent le projet. La prise en compte du genre est une exigence qui est directement prise en compte dans toutes les activités organisées par le projet, idéalement à au moins 40% pour les femmes et 60% pour les hommes à chaque activité. Certains ateliers de réflexion sur la situation sécuritaire dans les Bashali ont été co-facilité par les femmes. Ces dernières sont également impliquées dans les actions de plaidoyer menées au niveau provincial et national.

**Leçons apprises** Décrivez les leçons apprises dans la mise en œuvre de cet objectif spécifique, y compris les éléments innovants (max 200 mots).

Au cours de ce semestre nous avons constaté que le renforcement des liens entre les différentes communautés ethniques vivant dans le Bashali contribue à anéantir, tant soit peu, la force des groupes armés qui se réclament toujours appartenant à telle ou telle autre communauté. Les actions de sensibilisation des communautés pour la promotion de la cohésion sociale faite par les membres des CITC, contribuent à dissuader avec force, les membres des groupes armés qui constatent progressivement que les communautés auxquelles ils s'identifient se rapprochent avec les communautés qu'ils considèrent comme leurs ennemis.

Nous avons également constaté, lorsqu'on organise des élections des animateurs d'une structure communautaire de paix dans une zone à plusieurs communautés ethniques en crise de confiance comme la zone autour de Kitshanga, il est important de concilier le vote au consensus et à toutes les sensibilités, de peur de ne pas se retrouver devant une situation où des membres d'une communauté occupent tous les postes importants de la structure avec comme conséquence l'ethnisation de la structure dès le départ et la création des frustrations au sein de la communauté.

**Histoires de succès** Partagez vos histoires de succès qui peuvent être inclus dans le système de rapportage du Secrétariat Technique/PBSO (max 200 mots).

Témoignage par rapport à l'accès à la sécurité dans la chefferie de Bashali et localité de Pinga

**Témoignage 1 :**

Une maman commerçante (qui a requis l'anonymat) de Bushimoo, une de trois localités constituant le centre de Pinga, se retrouvant dans la chefferie de Bashali, où vit la population en majorité Hunde, a déclaré : « Depuis le début de cette année, les activités commerciales n'étaient pas rentables suite à une crise de confiance entre les Hunde et les Nyanga de Pinga, parce que les habitats de Nkassa et Katanga, deux autres localités de Pinga du groupement Ihana et Kistimba du territoire de Walikale où sa population est


majoritairement Nyanga, ne pouvaient pas étaler leurs marchandises au marché de Bushimoo non seulement comme commerçants, mais aussi de s’approvisionner en vivres et autres produits de premières nécessités dans ce marché de Bushimoo à cause de leur origine Nyanga. Cette situation occasionnait un manque à gagner à tous les commerçants de deux communautés antagonistes (Nyanga et Hunde). Ainsi, grâce aux analyses du contexte et aux alertes précoces des animateurs des CITC, faits dans le cadre du projet Njia za Makubaliano, un conseil local de sécurité mixte (regroupant les autorités administratives et coutumières des territoires de Masisi et Walikale) a été organisé pour la première fois à Pinga, et a donné comme résultats : la restauration de la cohésion sociale entre les deux communautés Hunde et Nyanga ; la fixation des jours différents de marché à Bushimoo et à Nkassa et à tous commerçants le droit d’ étaler leurs marchandises dans les deux marchés fut accordé. A ce jour ces deux marchés sont fréquentés par les Nyanga et les Hunde ».

**Témoignage 2 :**

KAURWA BWENIBWE habitant de localité de Pinga/Bushimoo, âgé de 53 ans vivant à Bushimoo depuis 40 ans, a témoigné que c’est depuis plus de 25 ans que le chef de la chefferie de Bashali n’avait pas visité la localité de Bushimoo/Pinga, suite au mal étendu qui régnait entre les Hunde et les Nyanga dans le centre de Pinga depuis la mort en 1995 du Mwami MANENO ancien chef de groupement d’Ihana du secteur Wanianga qui serait assassiné par un Hunde habitant de la chefferie de Bashali. En conséquence la communauté Nyanga et Hunde vivaient en comportement d’évitement durant une longue période. Pour lui et la majorité de la population de la localité de Bushimoo a-t-il précisé, la présence du Mwami de la chefferie de Bashali et du Mwami du secteur de Wanianga à Pinga pour la première fois depuis cet assassinat a encouragé une cohésion entre les communautés Hunde et Nyanga de Pinga à travers un meeting populaire tenu par ces deux autorités coutumières à l’intention des toutes les communautés de Pinga sur des questions qui pourraient être récupérées comme éventuelles causes de crise entre ces deux communautés antagonistes.

Toujours, selon lui, après le meeting les populations de Nkassa et Bushimoo se sont mis d’accord pour ériger un pont (Jadis construit par la population de Bushimoo et par après coupé par la population de Nkassa) qui va relier ces deux localités, l’initiative qui depuis longtemps était mal vu par ces communautés avec comme prétexte, le placement de ce pont serait une voie pour faciliter le passage des ennemis d’une localité vers l’autre car une communauté considérait l’autre comme ennemis. Mais grâce à ce conseil de sécurité mixte facilité par le projet, les communautés ont trouvé que ce pont ne devrait pas être considéré comme élément séparateur mais unificateur.

**Résultat 3 – Les acteurs communautaires, politiques et sécuritaires améliorent leurs connaissances, pratiques/perceptions et comportement en vue de renforcent la sécurité des populations civiles dans la chefferie de Bwito**

<b>Etat</b>


Contrairement à la situation dans le Bashali, les activités organisées au cours de ce deuxième semestre ont permis aux acteurs communautaires, politiques et sécuritaires de la chefferie de Bwito d’améliorer leurs connaissances et pratiques en vue de renforcent la sécurité des populations civiles dans la chefferie de Bwito, les NPRC et le CEI ont joué un rôle de premier plan dans la mobilisation de tous les acteurs au niveau de la base et dans la sensibilisation des leaders des groupes armés pour qu’ils continuent à respecter tous les engagement qui avaient pour respecter les droits des populations civiles. La plupart des données cibles des indicateurs associés à ce résultat ont été collectées et permettent d’apprécier l’évolution du vers son objectif en lien avec l’amélioration de la situation sécuritaire pour les populations civiles.

**Produit 3.1. Les leaders politiques au niveau provincial et national s’impliquent dans les initiatives de renforcement de la sécurité des populations civiles dans le Bwito**

**Activité 3.1.1 Réunions trimestrielles du conseil consultatif provincial**

Comme expliqué dans au niveau de l’activité 2.1.1., une seule réunion du Conseil Consultatif Provincial (CCP) était organisée au cours de ce deuxième semestre par le partenaire Pole Institute<sup>13</sup>, en date du 8 Octobre 2019.

<sup>13</sup> Même pour la chefferie de Bwito, l’organisation des réunions du Conseil Consultatif provincial sont à charge de Pole Institute qui a repris les activités au sein du consortium avec un grand retard.

Tous points d'actions convenus au cours de cette réunion avaient fait l'objet d'une nouvelle reconsidération nous l'avons mentionné dans le point 2.1.1. ci-dessus.

### **Activité 3.1.2. Visites de suivi des activités de projets de stabilisation sur terrain par le conseil consultatif provincial**

Au cours de la période du 12 au 14 Octobre 2019, les membres du CCP ont effectué une visite de suivi des activités du projet dans le groupement de Kanyabayonga dans la chefferie de Bwito. Cette visite avait un triple objectif. Premièrement, les membres du CCP, voulaient, comme d'habitude, évaluer l'état l'évolution de la mise en œuvre des activités du projet. Deuxièmement, et à la suite de la visite effectuée au cours du trimestre passée, ces derniers voulaient apprécier le niveau de prise en compte des recommandations qu'ils avaient formulé au projet lors de la dernière visite. Troisièmement enfin, les membres du CCP voulaient formuler d'autres recommandations calquées aux réalités constatées sur le terrain en vue notamment de renforcer l'efficacité du programme de stabilisation dans la zone autour de Kitshanga qui reste avec le seul volet de Dialogue Démocratique. Ainsi, à l'issue de cette visite, les membres du CCP ont formulé de nouvelles recommandations ci-après au projet:

- Intensifier les activités de sensibilisation des femmes afin de les encourager à prendre plus conscience de leur rôle dans les processus formels et informels de la réconciliation et du développement de leurs communautés ;
- Appuyer les projets d'autonomisation des femmes en vue d'accroître leur capacité économique et de surcroît leur influence dans leurs communautés respectives pour bien les faire participer dans le processus de stabilisation ;
- Tout mettre en œuvre pour mettre fin à l'activisme des groupes armés afin de mettre les femmes à l'abri des actes de violence ;
- Intensifier les projets d'ouverture des routes des dessertes agricoles à travers l'approche HIMO, comme recommandé par les participants aux différentes assises (tables rondes, ateliers d'évaluation des plans d'action de Bwiot et de Bashali/Pinga) et privilégier en pourcentage élevé et en distribution des tâches de supervision la participation et l'implication de la femme dans l'ensemble des travaux, de la planification à l'exécution ;
- Appuyer les assises sur la clarification des limites géographiques entre le groupement de Kanyabayonga et la commune du même nom.

Ces différentes recommandations sont sensibles au genre et plaident surtout pour le renforcement de la participation et l'implication de la femme dans le processus de stabilisation de la zone autour de Kitshanga, qui sont jusqu'aujourd'hui marginalement pris en compte. Seulement deux membres du CCP ont effectué cette mission, à cause notamment des contraintes budgétaires qui ne pouvaient supporter un nombre élevé. Ils ont rencontré un total de 86 personnes parmi lesquelles il y avait 38 femmes.

### **Activité 3.1.3. Activité de redevabilité/suivi des engagements des parties issues des ateliers avec les groupes armés sur la sécurité**

Durant ce deuxième semestre, deux tribunes d'expression populaire sur la part de responsabilité de chaque partie prenante à la sécurité, ont été organisés au mois d'octobre 2019 respectivement à Bambu en date 15 Octobre et à Kanyabayonga en date du 12 Octobre. Ces deux tribunes d'expression populaire ont connu la participation de 172 personnes parmi lesquelles il y avait 86 femmes. A l'issue de l'organisation de cette tribune d'expression populaire certaines recommandations ont été formulées dont les plus importantes sont:

- Etant donné que la question sécuritaire est l'apanage de tout un chacun, la population de la chefferie de Bwito (Femmes, hommes, jeunes, handicapés, albinos...) tous sont appelés à y participer activement en sensibilisant leurs propres fils, filles, parents, époux et épouse, oncle, tante... à laisser passage libre à toute personne de vaquer librement à ses activités quotidiennes ;
- La population recommande aux membres des structures d'intensifier les activités sensibilisation sur la cohabitation pacifique ;
- La population s'engage à nouer des bonnes relations avec les FARDC en dénonçant les personnes suspectes ou qui sont en connivence avec les groupes armés ;
- Aux parents de la chefferie de Bwito de s'engager à sensibiliser leurs enfants à ne pas s'enrôler dans les groupes armés ;
- Les FARDC s'engagent à poursuivre leur activité de sécuriser la population mais en évitant de confondre tout jeune au Maimai et Nyatura.

### **Produit 3.2. Les leaders communautaires et les groupes armés s'impliquent dans les initiatives de renforcement de la sécurité des populations civiles dans le Bwito**

#### **Activité 3.2.1 Sensibiliser les groupes armés à déposer les armes et en cas de résistance, ils seront traqués par le gouvernement**

Les structures de paix ont été appuyées en fournitures, communication, frais de location de bureau et frais de mobilité par le partenaire AAP dans l'organisation de 5 séances de sensibilisation auprès des leaders à opinion violente. Les sensibilisations des leaders à opinion violente ont été organisée par les noyaux de préventions et de résolution des conflits (NPRC) en chefferie de Bwito avec l'appui et l'accompagnement de AAP, à Bambu, à Kibirizi, à Kanyabayonga, à Nyanzale et à Bishusha. Ces sensibilisations consistaient à persuader les leaders à opinion violente CMC et Maimai à cesser les exactions contre les populations civiles et à laisser libérer le passage pour ces dernières afin de les permettre d'avoir accès à leurs champs et de vaquer librement à leurs activités de façon générale.

A l'issue des séances des sensibilisations organisées par les membres des structures de paix en chefferie de Bwito, les engagements ont été pris par les leaders à opinion violente. Tels que :

- Sécuriser sans condition de tout citoyen dans les zones sous contrôle.
- Prendre part à l'atelier qui sera organisé par AAP autour de la sécurisation des populations et de leur reddition.
- Ne pas recruter les enfants mineurs dans le mouvement UPDI, FPP/AP et Léopard.
- Laisser passage libre à toutes personne et à tout temps de vaquer librement à ses activités sans tracasserie aucune (accès aux champs par exemple).
- Eviter toutes sortes des tracasseries envers la population (salongo forcé, paiement des amendes).
- Eloigner les troupes des entités sous contrôle du gouvernement (forces loyalistes).
- **Orienter les dossiers de contentieux entre civils aux autorités locales (capita, notable et chefs des villages).**

#### **Activité 3.2.2 Ateliers avec les leaders des groupes armés autour de la sécurisation des populations et de leur reddition**

Un atelier sur la sécurité des populations a été organisé du 13 au 14 Septembre 2019 à Kanyabayonga pour les acteurs à opinion violente par les membres des structures de paix réunissant autour d'une même table les responsables de différents groupes armés actifs dans la chefferie de Bwito notamment UPDI (union des patriotes pour la défense du peuple innocents), FPP/AP (Front patriotique pour la paix/armée du peuple), le Mai Mai Léopard ainsi que les chefs coutumiers (les chefs des villages, Mwami représenté par son Secrétaire Administratif, le chef de groupement Kanyabayonga), le Secrétaire Administratif de la commune de Kanyabayonga Lubero, les acteurs de la société civile, CLA (Community liaison assistant), COB /MONUSCO Kanyabayonga les leaders communautaires, la STAREC représenté par son expert en gestion de conflit. 71 personnes dont 15 femmes ont pris part.

A l'issue cet atelier les engagements pris par les leaders à opinion violente sont les suivants :

1. Discipliner les troupes à éviter la violence au sein de populations dans les zones sous contrôles des groupes armés et ailleurs ;
2. Respecter les principes fondamentaux des droits humains (tortures, viols, vol et tueries des populations civiles) ;
3. Laisser libre passage à toute personne et à tout temps de vaquer librement à ses activités sans tracasseries aucun (accès aux champs par exemple) ;
4. Eviter toutes sortes de tracasseries envers la population (par exemple: Salongo forcé, paiement des amendes) ;
5. Eloigner les éléments de groupes armés des entités sous contrôles du gouvernement (forces loyalistes) ;
6. Orienter les dossiers civils aux autorités locales (capita, notables et chefs des villages).

Les membres des structures de paix qui ont participé à cet atelier ont été appuyés en fournitures, communication et frais de mobilité dans l'organisation des séances de restitution des résultats issus de l'atelier auprès des autres membres des NPRC. 17 personnes dont 7 femmes ont participé à ces séances de restitution.

Un autre atelier avec les leaders des groupes armés a été organisé à Kanyabayonga du 25 au 26 Novembre 2019 pour évaluer la mise en application des engagements pris par ces leaders des groupes armés au cours de l'atelier du 13 au 14 septembre 2019 sur la sécurisation des populations civiles. Cet atelier du 25 au 26 novembre avait connu la participation de 54 personnes dont 24 femmes des démobilisés, les membres des structures de paix, la société civile, les leaders communautaires, les autorités politico-administratives et militaires. Au cours de cet atelier, les participants ont relevé qu'à ce jour, 4 sur 6 engagements pris par les leaders des groupes armés sont mis en application, soit 75%. Parmi les six engagements le 5<sup>ème</sup> et le 6<sup>ème</sup> engagements ne sont pas encore respectés :

- Eloigner nos éléments des entités sous contrôles du gouvernement (forces loyalistes) ;
- Orienter les dossiers de contentieux entre civils aux autorités locales (capita, notables et chefs des villages).
- XXXXXX

#### **Activité 3.2.4.1 Ouvrir les routes des dessertes agricoles et créer de projets intégrateurs en vue de promouvoir l'emploi à la jeunesse (projets HIMO)**

Le tronçon routier Kirima-Kishishe-Bambo (17km) a été réhabilité au cours de la période du 18 août au 15 septembre 2019 par une équipe de 388 membres des différentes communautés vivant dans la Chefferie de Bwito parmi lesquels 167 femmes. Ces travaux ont donné un élan du relèvement économique aux bénéficiaires qui ont été touchés par les conflits, en particulier les jeunes et les femmes qui constituent les couches les plus vulnérables. Par exemple, la circulation des petits commerçants et des taximen-motards entre Bambo-Kishishe/Kilama-Kirima-Kibirizi s'est intensifiée au cours de mois d'août. Grâce à la réhabilitation du tronçon routier Bambo-Kishishe/Kilama-Kirima long de 17 km, ces petits commerçants et ces taximen-motards se sentent en sécurité de vaquer à leurs occupations à cause de la présence des cantonniers commis aux travaux de la route et au nettoyage de la brousse le long du tronçon routier qui favorisaient les opérations des exactions. Actuellement les petits commerçants et les taximen-motards font facilement 3 trafics par jour de Bambo-Kibirizi en toute quiétude, ce qui n'était pas le cas avant les travaux sur cette route.

Le projet HIMO a également contribué au renforcement du rapprochement entre les différentes communautés vivant dans le Bwito, en mixant les membres des différentes communautés dans les équipes et en les délocalisant de leurs villages à faciliter le rapprochement intercommunautaire en ce sens que les membres des différentes communautés qui jadis ne se faisaient plus confiance et s'évitaient commencent à se côtoyer, à se partager, à fréquenter les villages habités par les communautés antagonistes. Grâce à la méthodologie de sélection qui a été utilisée pour identifier les bénéficiaires qui avaient exécuté les travaux.

#### **Activité 3.2.4.2 Renforcer le centre d'encadrement des jeunes**

Le centre des jeunes de la Chefferie de Bwito a été construit au niveau du chef-lieu de la Chefferie de Bwito à Kikuku. Ce centre des jeunes a été équipé par UNFPA.

Ce centre vise à renforcer le rapprochement et la cohésion sociale entre les jeunes des différentes communautés ethniques vivant dans le Bwito. Après plusieurs missions focalisées sur la gestion du centre des jeunes pendant cette période, les jeunes ont compris que la construction du centre des jeunes est une stratégie pour amener les jeunes des différentes communautés au rapprochement et à la cohésion sociale ; mais aussi ce centre doit être un incubateur pour le leadership inclusif des jeunes, des initiatives de paix et de développement. Pour une meilleure gestion du centre certains principes doivent être pris en compte tels que : l'inclusivité, la transparence, la sensibilité au conflit et au genre ainsi que la redevabilité et la meilleure collaboration avec les autorités de la chefferie, en fin les jeunes doivent élaborer le chronogramme des différentes activités des jeunes que le centre va abriter au cours d'une période donnée. Le centre permettra aux jeunes de se mettre ensemble pour la stabilisation et le développement de leur chefferie

#### **Activité 3.2.5. Suivre la mise en œuvre des priorités de la table ronde de Bwito**

Les partenaires de mise en œuvre du projet travaillent avec les membres des différentes structures communautaire pour la matérialisation de la mise en œuvre des priorités du plan d'action issu de la table ronde de Bwito

Un appui en fournitures, communication et frais de mobilité a été donné aux structures de paix (NPRC) pour la réalisation leurs activités de routine de suivi de la mise en œuvre des priorités de la table ronde de Bwito. Ces structures ont fait plusieurs analyses de contexte. Elles ont également documenté et prévenu plusieurs conflits. Sur 21 conflits ont été monitorés, 12 ont été résolus (2 fonciers, 2 d'héritage, 2 du pouvoir, 4 socio-économique et 2 culturels) et d'autres sont en cours.

Aussi, Les structures de paix ont été appuyées dans l'organisation d'une séance de sensibilisation sur la « loi 09/001 du 10 Janvier 2019 » qui criminalise le recrutement des enfants au sein des groupes. Cette activité a eu lieu dans la localité de Kilambo le 15 juillet 2019. 95 personnes dont 57 femmes ont pris part à cette activité. Les structures de paix ont été appuyées dans l'organisation d'une séance de sensibilisation sur la gestion des conflits dans le village de Butalongola le 22 Septembre 2019. 63 personnes dont 33 femmes ont été sensibilisées.

Typologies des conflits :

N°	Conflit identifié et documenté	Nombre	Conflit résolu	En cours
1	Fonciers	15	4	11
2	Héritage	3	2	1
3	Pouvoir	3	2	0
4	Socioéconomique	8	8	0
5	Socioculturel	2	2	0

Un atelier d'évaluation et actualisation du plan d'action de Bwito a été organisé à Bambo au cours de la période du 21 au 22 Octobre 2019. Cet atelier a connu la participation des membres du comité de suivi de la mise en œuvre du plan d'action de Bwito, les membres des NPRC et du CEI Bwito ainsi que les autorités locales et les leaders de la société civile. Les participants à l'atelier avaient fait une analyse approfondie du contexte socioéconomique, politique et culturel du moment en mettant en exergue les principaux événements qui ont eu un impact positif et/ou négatif sur le processus de stabilisation dans la zone. Après cette analyse, les participants avaient passé en revue le plan d'action des Bwito en relavant les activités jusque-là réalisées et non réalisées mais qui restent prioritaires au vu du contexte du moment.

Les priorités du moment au regard du contexte actuel de Bwito sont les suivantes :

- Retour effectif du Mwami de Bwito : Solliciter le Gouverneur de la Province du Nord-Kivu, pour lui soumettre les préalables pour le retour et l'accompagnement du Mwami ;
- Prévenir l'éclatement des conflits de pouvoir coutumier qui ne posent de plus en plus dans le Bwito (surtout dans le groupement Kanyabayonga où le problème se pose avec acuité) ;
- Sensibiliser les communautés à dénoncer les détenteurs illégaux d'armes ;
- Mettre en place les structures communautaires de paix (Noyaux de prévention et de résolution des conflits) là où elles n'existent pas encore pour continuer à promouvoir la culture de paix dans les communautés. Par exemple à Tongo, Kyaghala, Mirangi, Ibuga, Lusogha, Kahumiro et Kirumba ;
- Identifier et mettre en œuvre des projets pour l'encadrement et le renforcement du leadership des jeunes ;
- Mobiliser la communauté et les autorités aux travaux communautaires. Ces travaux communautaires vont renforcer le rapprochement communautaire et la confiance entre les autorités et la population.

Toutes les activités réalisées au premier et au deuxième semestre du projet ne sont que la mise en œuvre des activités prioritaires retenues lors de la table ronde de Bwito tenue à Rutshuru en 2018, durant les six mois le projet à réhabiliter le tronçon routier Kirima-Kishishe-Bambo long de 17 km avec l'approche des travaux HIMO qui visait le rapprochement et la cohésion sociale entre les différentes communautés longtemps antagonistes ; la réhabilitation de la maison du Mwami et la réparation de son véhicule visant son retour dans son entité pour contribuer à la stabilisation de Bwito ; la construction du centre des jeunes pour renforcer la cohésion entre les jeunes et la réduction de leur vulnérabilité à s'enrôler dans les groupes armés.

### **Activité 3. 2. 6 Réunions bimensuelle du cadre d'échange d'information de Bwito**

A travers AAP, un appui a été donné au CEI de la Chefferie de Bwito dans l'organisation d'une réunion en date du 22 août 2019 à l'issue de laquelle les membres du CEI ont fait une analyse du contexte sécuritaire de la chefferie de Bwito et également défini les actions prioritaires sur lesquels ils vont se déployer dans les prochains jours pour contribuer à la stabilisation de leur chefferie.

Parmi ces priorités on peut noter :

- Multiplier les activités de rapprochement communautaires dans le Bwito ;
- Renforcer la capacité des membres du CEI et des NPRC, des autorités locales et autres leaders notamment sur la loi foncière et d'autres sujets de stabilisation ;

- Mener des plaidoyers auprès des autorités provinciales et ONGs humanitaires en faveur des victimes de démantèlement des camps des déplacés pour leur construire des abris provisoires ;
- Mener des plaidoyers auprès du ministre de la défense Nationale de pouvoir intimer l'ordre à la 34ème Région militaire de traquer tous les groupes armés qui insécurisent les communautés tout en tenant compte de la protection des civiles et en installant des positions dans les agglomérations libérées ;
- Renforcer le CEI en kit bureautique et visibilité.

Le projet a appuyé le CEI de Bwito dans l'organisation d'une réunion sur l'élaboration du plan local de développement de la Chefferie de Bwito et la mise en place des NPRC dans certains villages où ils n'existent pas. Toutes les activités qui s'inscrivent dans le cadre du plan local de développement vont aider à pérenniser et consolider les acquis du projet, car le plan local de développement à un caractère permanent.

Les membres du CEI avaient mentionné qu'il est important que la Chefferie de Bwito soit dotée d'un plan de développement local qui sera utilisé comme un document de plaidoyer et d'orientation auprès des acteurs étatiques et des partenaires intéressés par le développement de cette chefferie.

Les membres du CEI ont également jugé très utile de mettre en place les structures de paix dans certains villages comme Ibuga, Mirangi, Tongo, Vitshumbi et ailleurs notamment pour faire des activités de médiation des conflits qui se posent dans ces villages. Cette réunion des membres de CEI qui s'est tenue au chef-lieu de la chefferie de Bwito à Kikuku avait connu la participation de 18 personnes dont 9 femmes.

Parmi les actions de plaidoyer à mener comme prioritaires, les membres du CEI de Bwito ont noté, celle liée au retour du Mwami de la chefferie, et l'installation d'un commissariat de police nationale congolaise (PNC) au chef-lieu de la chefferie de Bwito.

**Défis et mesures de mitigation** (Décrivez les défis que vous allez rencontrer au cours de la prochaine période (avant le prochain rapport) et les mesures que vous allez prendre pour mitiger les effets négatifs de ces défis (max 200 mots).

Par rapport à la cohésion sociale dans les Bwito le besoin de consolider cette cohésion reste à renforcer car les paisibles populations du commun de mortel sont facilement manipulables par les politiciens et les leaders à opinions violentes qui ont leurs intentions cachées de positionnement qui affectent négativement les relations intercommunautaires

Moyens de mitigation : Planifier les activités de travaux HIMO qui rassemble toutes les communautés et la mise en place de la gestion inclusive, sensible au conflit et au genre ainsi que participative des centres des jeunes. Dans la programmation du temps restant au projet Njia Phase II nous comptons multiplier les travaux HIMO dans plusieurs axes et les renforcer au besoin avec les associations villageoises d'épargne et de crédits (AVEC)

Par rapport à la restauration de l'autorité de l'Etat et amélioration de la situation sécuritaire dans la chefferie de Bwito (libre circulation des personnes et de leurs biens dans les zones sous le contrôle des acteurs à opinion violente les défis sont :

- Effectivité de la présence des services de sécurité à Kikuku ;

Moyens de mitigation : Durant ce semestre, deux missions de plaidoyer ont été organisées respectivement à Goma et à Kinshasa pour informer les autorités provinciales et nationales de l'évolution des activités du projet et solliciter leur engagement politique dans la question de retour du Mwami

- Risques auxquels les membres des structures communautaires sont exposés lorsqu'ils prennent des contacts avec les acteurs à opinion violente.

Moyens de mitigation : intensifier les activités de sensibilisation à travers les émissions radio. Aussi on peut utiliser les membres de famille qui sont facilement en contact avec leurs frères, filles, frères, sœurs, oncles, etc éléments des groupes armés. Leurs activités de sensibilisation ne peut pas être perçues comme un acte d'espionnage du fait du lien de sang qui les relie

Le grand défi est lié aux opérations militaires des FARDC contre les groupes armés actifs dans la zone. En effet, ces opérations génèrent parfois des effets collatéraux obligeant certaines populations à quitter leurs villages pour se mettre à l'abri des conséquences et parfois des représailles des FARDC qui accusent certaines personnes d'être en complicité avec les groupes armés ou alors celles des groupes armés les accusant d'être en complicité avec les FARDC. Comme mesure, les structures communautaires de paix ont



été encouragées à mener des actions de plaidoyers auprès des autorités militaires au niveau local pour demander l'amélioration de la stratégie de communication entre les forces et services de sécurité et la population au moment de la conduite des opérations.

Durant les opérations de traques des éléments des groupes armés par le FARDC les structures locales connaissent de restriction de leurs mouvements pour la mise en œuvre des activités de routine.

L'absence d'une bonne stratégie d'encadrement et de réinsertion des jeunes démobilisés constitue un danger pour les populations de la zone. Au stade actuel les autorités provinciales du Nord et Sud Kivu envisage mettre en place une stratégie démobilisation à base communautaire.

**Coordination** (*Rapportez les défis/faiblesses et/ou les points de force en matière de coordination dans le consortium tels que décrit par vos partenaires (max 200 mots).*)

La réussite de ces activités en ce semestre a été fondée sur la qualité de collaboration de du AAP avec les différentes parties prenantes au projet, notamment les autorités politico-militaires, administratives et coutumières les autorités locales, les acteurs de la société civile, les leaders communautaires, les bénéficiaires ainsi que d'autres organisations<sup>14</sup> qui exécutent les projets de stabilisation dans la zone prioritaire autour de Kitshanga. Avant et pendant la réalisation des activités sur terrain, l'équipe du projet et le partenaire AAP prennent toujours soins d'approcher les autorités pour les tenir informés des objectifs des activités afin de prévenir les éventuels risques d'interprétation tronquée du projet par certains membres de la communauté. Les structures communautaires de paix que nous accompagnons dans le cadre du projet reçoivent des cas de référencement des conflits à résoudre en provenance d'autres structures de résolution des conflits appuyés par d'autres partenaires.

En outre, les humanitaires qui interviennent dans la chefferie de Bwito s'appuyant souvent sur les NPRC pour implémenter certaines activités sensibles. Ces humanitaires visitent leurs bureaux et échangent avec eux sur les informations et les stratégies à prendre pour la réussite de leurs activités. C'est dans cette perspective que certains membres du NPRC Nyanzale et Bambo ont participé à un atelier de définition des stratégies d'identification et ciblage de nouveaux déplacés et retournés de Nyanzale, Bwalanda, Bambo et Tongo avec l'appui de Mercy Corps et NRC. De même, quelques membres des NPRC ont été retenus comme membres des comités de protection de la MONUSCO Nyanzale et Tongo (CLP) et d'autres font partie des RECOPE (Réseau communautaire pour la protection de l'Enfant) qui travaillent avec la Division des affaires sociales. Enfin, pour une bonne harmonie et une bonne coordination des activités du projet, le partenaire AAP suit de près les interventions d'autres organisations humanitaires et de stabilisation qui apportent de l'aide en faveur des personnes victimes des conflits armés et déplacées.

Cette collaboration avec les différentes parties prenantes était également remarquable avec le GPPM qui a effectuée plusieurs missions de plaidoyers à la fois aux niveau local et national.

**Encrage institutionnel** : *Décrivez les mesures que vous avez prises pour assurer la pérennisation du projet à travers l'encrage institutionnel dans cet objectif spécifique. En particulier, prière de faire référence à la stratégie des compacts (si pertinent dans votre projet) (max 200 mots).*

Le projet adopte une approche communautaire participative qui mobilise les leaders au niveau local, provincial et national. Plusieurs structures impliquées dans la mise en œuvre sont très anciennes que le projet. Il s'agit des CITC, NPRC et le GPPM. Les membres composant ses structures ont une bonne assise communautaire et ces structures sont bien connectées non seulement avec les autorités locales mais aussi avec les autorités nationales. Aussi certaines activités ont un caractère durable vis-à-vis de leurs importances dans la vie quotidienne des communautés.

Après la réhabilitation du tronçon routier Kirima-Kishishe-Bambo, les autorités locales ont sensibilisé les membres des communautés à cheval sur le pont de la rivière Rwindi qui relie le groupement Mutanda(Katolo,Kashalira, Kirima, Kibingo ect) et le groupement Bambo (Kishishe, Bambo, Kilama etc) sur l'intérêt commun que présente le pont de la rivière Rwindi pour les deux groupements précités qui était menacé d'érosion par la déviation de la rivière Rwindi qui ronge le pont en amont coté groupement Bambo au risque de couper les échanges /les communications entre les deux groupements. Les populations de ces deux groupements ont compris qu'il était de leur intérêt commun de prévenir à temps la destruction de ce pont et elles se sont engagées de faire des travaux de canalisation pour remettre la rivière Rwindi dans son ancien lit en utilisant les matériels de cantonnement de la réhabilitation du tronçon routier Kirima-Kishishe-Bambo laissés aux communautés par le projet Njia. Cette initiative des autorités locales en complicité avec

<sup>14</sup> UNHABITAT, WOMEN OF AFRICA, UNESCO, UNFPA, CARITAS, CONSORTIUM FARM( MERCY CORPS, SEARCH.

leurs populations respectives témoigne de leur prise en charge pour la maintenance en bon état de leurs axes routiers sans l'appui financier et opérationnel de Alert après le projet Njia

Les différents ministériels sectoriels (ministères du plan, de l'intérieur, de l'agriculture) facilitent la mise en œuvre duprojet Njia et sont suffisamment informés des objectifs et des résultats du projet

**Questions de genre** Décrivez comment les questions genre ont été traitées dans cet objectif spécifique (max 200 mots).

Dans toutes les activités réalisées au cours de ce semestre à savoir les ateliers avec les leaders à opinion violente, les tribunes d'expression populaire, les activités de sensibilisation, la mise à jour du plan d'action de la chefferie de Bashali, pendant la visite des activités de I4S par la Représentante du SG de l'ONU, Pendant les travaux de réhabilitation du tronçon routier Kirima-Kishishe-Bambo, le taux de criminalité sur l'axe a sensiblement baissé suite la présence des cantonniers commis aux travaux de la route et au nettoyage de la brousse le long du tronçon routier qui favorisaient les opérations des exactions, ainsi que l'encadrement des jeunes chômeurs dans les travaux routiers. Une étude relative à l'impact des travaux HIMO comme approche de la réhabilitation du tronçon routier Kirima-Kishishe-Bambo est en cours d'élaboration par Alert.

**Histoires de succès : Partagez vos histoires de succès qui peuvent être inclut dans le système de rapportage du Secrétariat Technique/PBSO (max 200 mots).**

Témoignage 1 :

Monsieur KAMBALE MATEMBELA ABASI, habitant de Kashalira, communauté Nande, Agent de l'environnement déclare : « Depuis le début du conflit opposant les communautés de Bwito notamment les Hunde, Hutu, Nyanga, Nande, Kobo, je n'ai jamais foulé mes pieds dans le village de Kishishe par peur d'être tué par d'autres communautés. Grâce aux sensibilisations des structures de paix sur la cohabitation pacifique et l'initiative de réhabiliter la route de desserte agricole Bambu-Kishishe-Kirima par l'approche HIMO, je me trouve à Kishishe sans crainte et sans peur, au milieu de toutes communautés confondues dont Hutu, Nyanga, Nande, Kobo, Hunde. Franchement je remercie Alert et l'encouragement de multiplier les activités de rapprochement communautaire dans Bwito. »

Témoignage 2 :

Avant l'initiative d'Alert de réhabilitation du tronçon routier Kirima-Kishishe-Bambo par l'approche HIMO, chaque membre d'une communauté considérait les membres d'autres communautés comme ennemis, les différentes communautés ne se faisaient pas confiance et se craignaient mutuellement. Grâce à l'approche HIMO utilisé dans la réhabilitation de ce tronçon routier les cantonniers de différentes communautés sont devenus des amis et d'ailleurs ils se sont logés dans des familles sans être de la même ethnie par l'exécution des travaux de réhabilitation. « Après 30 jours sur la route avec les personnes d'autres communautés je n'ai plus peur de faire la route Kirima-Kishishe- Bambo ; je suis devenu tolérant à l'endroit des autres communautés et accepte de collaborer avec eux grâce au mixage des équipes et à la délocalisation des cantonniers en d'autres villages loin de chez eux. Bien que ce fût fatiguant, je comprends que pour résoudre le problème de la méfiance identitaire il faudra toujours songer à ce genre d'approche dans le projet. » MAHANGAIKO KIBIRA BENDERA, délégué adjoint, âgé de 49 ans habitant Bambo.

Témoignage 3 :

Myanitse Batachoka Marc né à Walikale, habitant de Kashalira, Hunde et marié à une Hutu témoigne : « Les conflits interethniques de Bwito on ait que les hunde ont manifestaient de la haine contre les Hutu. En septembre 2018 les Hutus ont tué 3 membres de ma famille qui étaient mes petits frères qui ont laissé des femmes et des enfants. Ils ont été tués quand ils travaillaient dans le champ à Kashalira, on avait ramassé leurs chairs et leurs os dans les sachets pour les enterrés ; cela m'a laissé une blessure terrible contre les Hutus. Je n'avais pas chassé ma femme qui est un Hutu à cause de mes enfants. Pour venger mes frères tués j'avais adhéré à un groupe armé Mai Mai Mazembe. Aujourd'hui avec ce projet de route je commence à entrer en relation avec les Hutus je viens de les pardonner j'ai compris que qu'on ne peut pas continuer à nous entretuer mutuellement. Les Hutus fréquentent actuellement chez moi, on mange ensemble et on doit continuer à vivre ensemble pour construire la paix dans notre communauté. »

Témoignage 4 : « Je ne me retiens pas de vous remercier et vous signifier que vos activités de sensibilisation auprès des leaders à opinion violente produisent de bon fruit. La situation a changé. C'est n'est plus comme avant où, à chaque moment, on s'attendait aux affrontements entre forces loyalistes et leaders à opinion

violente. La situation s'améliore grâce aux sensibilisations faites par les structures de paix. C'est qui vient encore de consolider la paix déjà conçu entre les communautés c'est le travail de la réfection du tronçon routier Bambo-Kishishe et Kirima. Les gens de Bambo qui ne pouvait arrivé à Kishishe et à Kirima y passaient jours et nuit, de même que ceux de Kishishe-Kirima-Kashalira qui passaient jours et nuit à Bambo. Chose qui m'a réjoui. » Témoigne Mr Esaï, Major des FARDC à Bambo. 0972043272, 0894509043

Témoignage 5 : « Je n'ai jamais piétiné à Bambo par peur d'être tué. Je pensais que toute personne de Bambo est Nyatura. Curieusement, étant donné que j'ai été invité à participer à l'atelier d'évaluation du plan d'actions de la chefferie Bwito tenu à la cité de Bambo, je me trouve sans peur aux cotés de mes frères Hutu, Nande, Hunde à Bambo. Je circule librement sans m'inquiéter. C'est vraiment une très grande joie de ma part. J'aurai à témoigner à mes frères et sœurs de Kibirizi de ne pas avoir peur de se rendre à Bambo, toutes les communautés cohabitent pacifiquement. » Témoignage de madame Charline MAZOLA Vice-présidente de la structure de paix de Kibirizi. 0977021990

## **PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT**

**2.1 Sur la base des changements qui se sont produits au niveau de chaque composante (produits et résultats dans chaque objectif spécifique), quel type d'impact au niveau de projet vous pensez avoir atteint ? Max 300 mots**

Au stade actuel du projet, il est possible de reconnaître que les activités du projet telles qu'elles sont en train d'être mises en œuvre contribuent progressivement à l'amélioration de la situation sécuritaire dans la zone autour de Kitshanga. Les activités des structures communautaires de paix implantées dans les principaux axes de la zone du projet ont beaucoup influencé les dynamiques des conflits durant les deux derniers semestres d'exécution du projet. Les membres de différentes communautés vivant dans la zone se réfèrent de plus en plus à ces structures pour trouver des solutions aux différents qui les opposent par des voies pacifiques. Ces derniers changent progressivement leurs attitudes face aux conflits et privilégient le dialogue comme meilleur moyen de leur résolution et en acceptant de vivre ensemble comme dans le passé, avant qu'ils ne soient divisés par les conflits. En outre, l'impact des actions déjà réalisées sur la problématique d'accès à la terre pour les paysans sans terre reste encore faible parce que ces activités étaient essentiellement focalisées d'abord sur le développement de la meilleure stratégie d'accès à la terre pour les paysans sans terre qui devra être mise en œuvre au cours du prochain trimestre du projet. La stratégie en cours de développement, à savoir la relance des cultures pérennes par l'entremise de la coopérative USTAWI, a un fort potentiel de contribuer de façon durable à la réduction des tensions foncières qui contribuent à la déstabilisation de la zone. De même, le processus du retour du Mwami de Bwito dans sa chefferie, bien qu'actuellement bloqué par les exigences en lien avec sa sécurité personnelle, semble également être prometteur dans les efforts d'amélioration de la gouvernance locale et la restauration de l'autorité de l'Etat dans cette entité. Il est attendu qu'une fois de retour dans son entité, le Mwami KALEKENE BUKAVU KIKANDI II devra user de toute son influence pour s'occuper de plusieurs dossiers pour l'amélioration de la situation sécuritaire dans sa chefferie, la résolution pacifique des conflits, la promotion de la cohésion sociale, la restauration de l'autorité de l'Etat, etc.

**2.2 Sur la base des preuves/données fournies par les indicateurs au niveau des résultats et produits dans chaque composante (objectif spécifique), comment et jusqu'à quel point est-ce que vous estimez que le projet dans son ensemble est en train d'influencer les dynamiques de conflit sur lesquelles il est supposé intervenir ? Max 300 mots**

Au niveau du premier l'objectif spécifique du projet en lien avec l'amélioration de l'accès à la terre pour les paysans sans terre dans la chefferie de Bashali, le projet n'influence pas encore suffisamment les dynamiques des tensions foncières dans la zone notamment parce que la plupart des activités constituant des solutions directes aux problèmes tels qu'ils se posent n'ont pas encore été mises en œuvre. Le seul effet induit par les différents ateliers de négociation entre les concessionnaires et les paysans sans terre c'est le rapprochement entre eux qui constitue aussi un début de solution au défi lié à l'accès à la terre pour les paysans sans terre. Le fait pour les grands concessionnaires de la zone d'accepter d'être structurés en coopérative, de changer le mode d'exploitation de leurs terres et de négocier avec les paysans sans terre sur

la possibilité de les autorités à exploiter certaines portions de leurs terres témoigne, en partie, leur volonté de contribuer à la recherche des solutions idoines à l'épineuse question d'accès à la terre pour de nombreux paysans de la zone. Au niveau du deuxième et troisième objectifs spécifiques lien avec le renforcement de la sécurité des populations civiles dans la zone du projet, les résultats déjà obtenus jusqu'à ce jour montrent que le projet influence les dynamiques des conflits sur lesquelles il doit agir. Il y a lieu de reconnaître au cours de ce deuxième semestre que les leaders communautaires, les autorités politiques et sécuritaires sont suffisamment impliquées dans tous les processus entrepris par le projet pour l'amélioration de la situation sécuritaire notamment en appuyant les activités des structures communautaires de paix et en faisant des plaidoyers aux niveaux local, provincial et national. Les pratiques et perceptions des différents acteurs sur la façon de résoudre les conflits changent également de façon positive et certains privilégient davantage le dialogue comme moyen de résolution des différends qui les opposent. Des nombreux témoignages des membres de différentes communautés ethniques sur leur rapprochement les uns des autres et sur la baisse des tensions entre eux, attestent également que les activités du projet influencent positivement les relations sociales des communautés et leur permettent de vivre dans la cohésion sociale. On peut également noter une baisse des actes de violence contre les populations qui sont perpétrés par les groupes armés. Ces derniers deviennent de moins à moins violents et ne bénéficient presque plus du soutien ouvert des communautés auxquels ils s'identifient comme dans le passé.

### **PARTIE 3 - ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION**

*Le budget du projet avec deux onglets doit être joint en annexe pour compléter cette partie du rapport.*

*Le premier onglet reprend le budget détaillé de l'ensemble du projet avec deux colonnes supplémentaires ; La première colonne supplémentaire montre la dépense réelle, et la deuxième colonne supplémentaire fournit le pourcentage de la dépense selon le budget prévu.*

*Dans la colonne narrative du budget détaillé, le partenaire fournira des explications seulement au niveau des résultats, pour expliquer la variation entre les dépenses réelles et les dépenses prévues.*

*Par exemple : s'il était prévu de tenir trois ateliers au cours de la période de rapportage et le projet en a mené qu'un seul à cause de la situation sécuritaire, cela devrait être expliqué dans la partie narrative, pour que le ST puisse comprendre la variation entre le budget prévu et le budget exécuté.*

*Le deuxième onglet reprend le budget récapitulatif du projet, et ceci permettra au ST de déterminer la variation entre dépenses réelles et dépenses prévues et le pourcentage du budget dépensé, sur la base des catégories GMS et afin de déclencher le déboursement pour la prochaine tranche. Ceci sera déboursé si le 80% de la tranche précédente a été dépensé.*

*Des instructions plus détaillées seront fournies dans l'annexe budgétaire, qui sera envoyé au PMO par le ST.*



#### **3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires**

*En cochant la case dans le tableau à côté, veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase (vert plus de 80%), en retard (rouge moins de 60%), ou en décalage (jaune entre 60-80%) avec les allocations budgétaires initialement prévues :*

**Si les dépenses sont en retard (rouge) ou en décalage (jaune), veuillez expliquer brièvement (max 150 mots).**

RAS pour cette phase du rapport.

#### **3.2 Progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit<sup>15</sup>.**

<sup>15</sup> Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

*Veillez fournir votre budget détaillé en pièce jointe en le remplissant comme expliqué par le Secrétariat Technique lors de la présentation sur ce modèle de rapport.*

### **3.3 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre**

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (*max 300 mots*):

Alert, comme lead du consortium veille à la mise en œuvre effective des activités sur terrain avec les autres partenaires de mise œuvre. Ce qui facilite cette coordination cette mise œuvre est le choix porté sur les partenaires de mise en œuvre qui connaissent très bien la zone d'intervention, mais aussi qui collaborent bien avec les structures communautaires et autorités aussi bien au niveau local, provincial et national.

L'accompagnement et l'appui technique du ST a été d'une grande importance dans les activités de suivi des activités sur terrain et dans les activités de plaidoyer auprès des bailleurs des fonds pour discuter et échanger sur les gaps qui restent à couvrir dans la zone du projet.

Pour arriver à consolider les acquis des résultats obtenus lors de la mise en œuvre des activités du projet, des changements sont envisagés pour justifier la demande des fonds additionnels pour répondre aux gaps de consolidation des acquis du projet. Ce changement va intervenir pour une période de prolongation des activités du projet pour une période de 6 mois à compter de la date d'approbation de la demande des fonds additionnels par le Conseil d'administration national (CAN) ou le Conseil d'administration provincial (CAP).

## PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT

### Fiche d'évaluation du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique

OS	Critères d'évaluation	Evaluation et recommandations	Note
<b>PARTIE 1 – LES PROGRES</b>			
1	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées	<p>Le partenaire a intégré quelques recommandations du ST pour montrer quelques progrès déjà réalisés.</p> <p>Néanmoins certains progrès ne sont pas clairement expliqués et ne sont pas supportés par des évidences dérivant des données collectées : Par exemple il n'y a pas des évidences sur l'existence juridique et effective de la coopérative. Le partenaire ne mentionne les progrès relatifs à l'objectif spécifique 1 et. Produit 2.1 ... Pas de référence aux quelques indicateurs,(OS2), Produit 2.2....</p> <p>L'impact des activités des structures locales (Activité 2.2.2) n'est pas concret : il s'agit des affirmations gratuites.</p> <p>Toute l'attention est fixée sur la coopérative qui n'est qu'une activité entre autres activités du projet. Partant, le rapport ne fait pas allusion aux activités développées par les structures communautaires, et alors les progrès y relatifs ne sont pas documentés et leurs indicateurs restent vides (e.g. Produit 1.1, # référence de conflits fonciers vers les structures communautaires) ou avec une bas performance (OS1 # de paysans qui accèdent à la terre moyennant des actes signés, Résultat 1 # des concessionnaires qui déclarent avoir donné volontairement une portion de leurs terres aux paysans ; Produit 1.1. # de conflits fonciers référés vers les structures communautaires de paix...).</p> <p>Par ailleurs, à certains endroits les questions du ST ont été répondues sous forme de commentaires au lieu d'être intégrés dans le texte du rapport pour son enrichissement (e.g. leçons apprises).</p>	2
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Les données rapportées par le partenaire sont bien pertinentes. Cependant, il manque à certains endroits plus de désagrégation des données (Homme vs Femmes) et même des incohérences entre les données fournies dans le cadre logique et celles fournies dans le rapport (e.g.	2

	Produit 1.3 # des conflits résolus). Il y a par ailleurs des informations fournies dans le cadre logique mais qui ne sont pas abordées dans le rapport narratif pour aider le lecteur à comprendre le contexte des progrès réalisés (e.g. Produit 1.3 'Augmentation de participation des membres de structures communautaires de paix aux séances de monitoring de tension communautaires).	
L'état d'avancement du projet est comme prévu	<p>Certaines activités du projet sont en retard (sécurité) suite au changement de contexte et le manque de précision d'orientations claires au niveau politique par rapport à la démobilisation.</p> <p>Néanmoins, le partenaire ne donne pas assez de précision sur les actions à prendre et le chronogramme sur les étapes à suivre pour la coopérative (e.g. plan d'affaire, étude de faisabilité, seront faites au sein du projet ? quand ?).</p> <p>Par ailleurs, le rapport du partenaire n'aide pas le lecteur à comprendre lien entre les réalisations du Produit 1.4. ( des terres arables déjà négociées pour les sans terres » et l'impossibilité de référer ces « bénéficiaires « au projet FARM et/ ou la coopérative USTAWI.</p>	2
Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc.) sont traités d'une façon claire et pertinente	<p>La coordination interne (Alerte-Pole) et externe ( Alerte- autres partenaires sur la question foncière) continue à être une faiblesse pour ce projet.</p> <p>Aucune stratégie « genre » ni capitalisation sur l'approche Genre développée par UNESCO dans la zone. Le genre n'est pas seulement une désagrégation des données quantitatives par sexe.</p> <p>Quant à l'ancrage institutionnel, le partenaire fait allusion à la Coopérative USTAWI comme stratégie de pérennisation, mais néanmoins l'implication suffisante des autorités et la référence au COMPACT reste un défi. D'ailleurs l'implication pratique des autorités (étatiques, coutumières, locales, provinciales, nationales...) dans la création de la coopérative n'est pas suffisamment claire, autrement dit, le rapport ne montre pas de preuves suffisantes et palpables de l'engagement actif des autorités dans la mise en place de ces activités. Le rapport fait allusion au plutôt à des séances informatives avec des autorités qu'à des engagements concrets.</p>	1,75

	<p>Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées</p>	<p>Dans l'OS2, il manque des données précises sur l'acquisition des connaissances et leur impact (changement de comportement et des attitudes) et des données concrètes sur les actions de plaidoyer développés par les structures communautaires et leur impact</p> <p>Pas de narratif faisant référence aux indicateurs (Produit 2.2....).</p> <p>Le cadre logique montre quelques indicateurs réalisés, mais ces données ne sont pas appuyées par une explication narrative, e.g. indicateurs du OS2 « # de membres de groupes armés accompagnés qui commencent le processus DDR/accepté de déposer les armes et intégrer les FARDC ou la vie civile (Désagrégé par sexe, par groupe ethnique, par âge) ».</p>	2
2	<p>Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité</p>	<p>Pas des données sur l'acquisition des connaissances et le changement de comportement et des attitudes.</p> <p>Pas des informations concrètes sur les actions de plaidoyers développés par les structures communautaires et leur impact à la base</p>	2
	<p>L'état d'avancement du projet est comme prévu</p>	<p>Dans le cadre de l'OS2, le retard de Pole Institute et la suspension des activités de plaidoyer pour la démobilisation des combattants, ont produit un grand retard dans la réalisation des résultats. Le projet a réagi d'une façon assez tardive et il reste beaucoup des activités à développer dans le nouveau semestre.</p>	2
	<p>Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc.) sont traités d'une façon claire et pertinente</p>	<p>Au niveau de l'OS2 ( Résultat 2), le rapport mentionne des acquis pas mentionnés dans les autres sections, e.g. suppression des barrières illégales, sans avoir des informations concrètes ou contexte. En plus, cette section donne quelques actions développées par les humanitaires sans pouvoir comprendre comment le projet ou la programmation I4S a contribué au développement de ces actions.</p> <p>Aucune stratégie « genre » ni capitalisation sur l'approche Genre développée par UNESCO dans la zone. Le genre n'est pas seulement une désagrégation des données quantitatives par sexe.</p>	1,75



		Quant à l’ancrage institutionnel, le partenaire fait allusion à des visites de courtoisie faite auprès des autorités locales. Mais ces visites ne constituent pas l’ancrage institutionnel et l’appropriation du projet par les autorités pour sa pérennisation. Il faut plus impliquer les autorités dans toutes les activités et les responsabiliser.	
--	--	---	--

**PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT**

1	Les changements au niveau d’impact sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	Grâce aux structures créées et redynamisées, le projet est en train de créer de changement dans la mesure où ces structures fonctionnelles sont entrain de résoudre des conflits, de faire des analyses de contexte, des plaidoyers,.... Néanmoins leur durabilité reste une question à résoudre. Par ses activités communautaires (travaux HIMO), le projet a amélioré la cohabitation intercommunautaire (cohésion sociale).  Le projet mentionne des acquis de la coopérative, néanmoins celle-ci est toujours en cours de création et dépende de l’obtention de de la recherche de financement : e.g. leçons apprises : <i>« Cette approche qui va facilite l’accès aux champs par les paysans sans terre dans les concessions va recréer l’unité entre les concessionnaires et les paysans sans terre avec comme effet direct la réduction sensible des tensions foncières décriées depuis plus d’une décennie dans la région ».</i>  Dans l’OS2, ce n’est pas clair l’impact programmatique de l’actualisation des tables rondes. Le ST était informé, mais il n’a pas été engagé dans ce processus.	2
2	Les changements des dynamiques de conflit sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	Grâce aux activités de ce projet et les acquis antérieurs (phase I), on observe des changements positifs des dynamiques sécuritaires et identitaires. Désormais, la sécurité la cohabitation des communautés se sont relativement améliorées dans la zone.	2

**PARTIE 3 : ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION**

1.	Les dépenses actuelles justifient les progrès envers l’atteinte des produits/résultats escomptés	Le projet aura une révision budgétaire en coordination avec le ST et SSU HQ. Il y a des incohérences dans la partie narrative du budget, par exemple : actualisation des tables rondes : Il L’activité a été réalisé au mois d’octobre et novembre 2019 au total \$5,720.86 a été alloué aux ateliers des	2
----	--	---	---

		<p>tables ronde, et \$10,066.25 a l'appui des structure locales. Néanmoins, le total dépense pour ce quartier est de 10,536.00. Il y a quelques lignes budgétaires avec un dépassement sans justification (e.g. ligne relative à l'actualisation de plan d'action de Bashali)</p> <p>Le narratif et le rapport financier correspondent pour la plupart. Cependant, il est clair que le projet nécessite une révision budgétaire car certains résultats sont entièrement dépensés malgré les six mois restants du projet, alors que d'autres objectifs affichent une dépense nulle.</p> <p>Il n'est pas clair s'ils ont répondu à tous les commentaires budgétaires.</p>	
2.	Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget	Le partenaire a eu des réunions bilatérales avec le ST et la cellule FCS pour expliquer la nécessité d'une révision budgétaire et la différence de taux de dépenses entre les objectifs. Cela devrait toutefois être expliqué dans la troisième partie du narratif. Le partenaire doit également veiller à s'engager dans des activités sur des lignes qui sont déjà entièrement dépensées, voir les commentaires ci-dessous.	2
3.	Le taux de mise en œuvre est au moins de 80% permettant de déclencher la mise à disposition de la prochaine tranche.	N/A pour les PNUNOs	N/A
<b>NOTE GLOBALE QUALITÉ DU RAPPORT</b>			23,25 / 36
<b>Commentaires généraux</b>			

## ANNEXES – CADRE LOGIQUE

(Prière d'annexer le file Excel)



Copie de Annexe -  
Cadre Logique FCS I

### **Notes sur le cadre logique (si nécessaire).**

*A compléter par le partenaire.*

#### **Commentaire général 1. :**

Aujourd'hui il est difficile de collecter les données sur presque tous les indicateurs du résultat, des produits et des activités pour le premier objectif du projet. En effet, durant tout ce deuxième semestre le projet se trouve toujours dans le processus de développement de sa stratégie pour faciliter l'accès à la terre pour les paysans sans terre dans la chefferie de Bashali et dans toute la zone autour de Kitshanga. Cependant, les données sur ces différents indicateurs dépendant forcément de l'opérationnalisation effective de la stratégie en cours de développement.

**Commentaire général 2.** Aussi, presque tous les indicateurs liés aux produits et aux activités du premier résultat de l'objectif 2 du projet n'ont pas été renseigné parce que toutes les activités y relatives devraient être mises en œuvre par le partenaire Pole Institute qui a réintégré le consortium avec un grand retard. Pour chacune de ces activités, un plan de rattrapage a été défini tel qu'expliqué dans le rapport narratif.